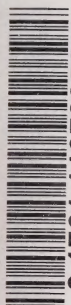


LE GUIDE PRATIQUE DES NOUVEAUX ONTARIENS



3 1761 11972852 5

CA24N

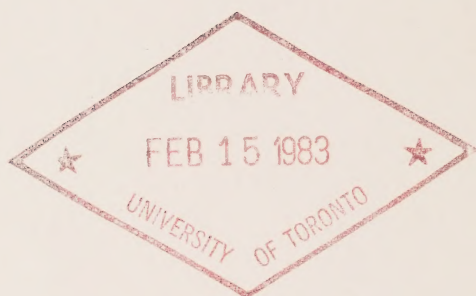
CR 40

- G 76



Ontario

Ministère des
Affaires civiques
et culturelles



LIBRARY

★ FEB 15 1983 ★

UNIVERSITY OF TORONTO

**Business
Reply Mail**

No Postage Stamp
Necessary if mailed
in Canada

Postage will be paid by

Newcomer Guide
Newcomer Services Branch
Ministry of Citizenship and Culture
77 Bloor Street West
5th Floor
TORONTO, Ontario
M7A 9Z9



Aidez-nous à améliorer notre prochaine édition en répondant aux questions ci-dessous.

Le guide pratique des nouveaux Ontariens a été conçu par la Direction des services aux nouveaux Ontariens. Pour nous aider à améliorer cette version, nous vous invitons à apporter vos commentaires et suggestions.

1. Pour qui utilisez-vous les renseignements du guide?

☐ pour vous-même

☐ pour des nouveaux arrivants qui cherchent de l'aide

☐ pour des personnes de votre famille ou des amis.

2. Quel genre de renseignements les nouveaux arrivants de votre connaissance demandent-ils le plus souvent?

3. D'après vous, quelles sont les sections les plus utiles du guide?

4. Aimeriez-vous que le guide soit amélioré?

5. Êtes-vous

☐ nouvel Ontarien

☐ enseignant

☐ conseiller

☐ autre (veuillez préciser) _____

6. Avez-vous déjà utilisé le guide pratique des nouveaux Ontariens?

oui ☐

non ☐

Le guide pratique des nouveaux Ontariens

REMERCIEMENTS

La direction des services aux nouveaux Ontariens remercie les nombreuses personnes de la communauté et les organismes gouvernementaux qui ont bien voulu contribuer à la réalisation de ce guide et dont les commentaires et suggestions ont été des plus précieux.

Elle remercie tout spécialement le Conseil des affaires franco-ontariennes et les coordonnateurs des services en français de divers ministères qui ont participé à la révision du texte préliminaire.

Rédaction et coordination du projet:
Winston Tinglin

Traduction: Bureau de traduction,
ministère des Services
gouvernementaux

Adaptation: Andrée Riopel

Consultant spécial: Huguette Jacobson,
bureau du coordonnateur des services
en langue française, ministère des
Affaires civiles et culturelles.

Les renseignements que contient ce guide étaient à jour en mai 1982. Pour obtenir des renseignements plus récents, veuillez vous adresser à l'organisme approprié.

DIFFUSION

Un exemplaire du guide pratique aux nouveaux Ontariens est distribué gratuitement à chaque famille arrivant en Ontario, aux enseignants et aux conseil-

lers. Les organismes d'aide aux immigrants, les écoles et autres organismes à but non-lucratif offrant des services aux nouveaux arrivants peuvent se procurer des exemplaires pour distribution aux immigrants adultes en s'adressant à la:

Direction des services aux
nouveaux Ontariens
Ministère des Affaires
civiques et culturelles
77, rue Bloor ouest, 5^e étage
Toronto (Ontario) M7A 2R9
Téléphone: (416) 965-2285

EXEMPLAIRES SUPPLÉMENTAIRES

On peut acheter des exemplaires supplémentaires de ce guide à la:

Librairie du gouvernement de l'Ontario
880, rue Bay
Toronto (Ontario) M7A 1N8

Adresser les commandes par courrier au:
Centre des publications
5^e étage
880, rue Bay
Toronto (Ontario) M7A 1N8
Téléphone: (416) 965-6015
Ou appeler sans frais: 1-800-268-7540
Pour les appels provenant du code régional 807, composer "Zenith" 67-200

AVIS AUX USAGERS

En consultant ce guide, il peut arriver que vous ne puissiez recevoir une réponse en français à tous les services et agences mentionnés. Afin de pallier à ces lacunes, nous avons mis à votre disposition une liste de services où vous serez assuré de recevoir une réponse en français. Nous vous invitons à consulter attentivement cette liste annexée à la fin du guide.

RENSEIGNEMENTS — ONTARIO

Le gouvernement de l'Ontario a mis un service d'information générale à la disposition des francophones. Ce service peut être contacté, sans frais d'appel, partout en Ontario, en composant:
1-800-268-7507
Toronto: 965-3865

Publié par le
ministère des Affaires civiques et
culturelles
Imprimé par l'imprimeur de la Reine
pour l'Ontario
Province de l'Ontario
Toronto, Canada

En vente (2,25 \$) à la Librairie du
gouvernement de l'Ontario, 880, rue
Bay, Toronto. Pour commander, écrire
au Service des publications, 880, rue
Bay, 5e étage, Toronto (Ontario)
M7A 1N8. Téléphone: 965-6015.
Interurbain gratuit: 1-800-268-7540;
dans le Nord-Ouest de l'Ontario:
0-Zénith-67200.

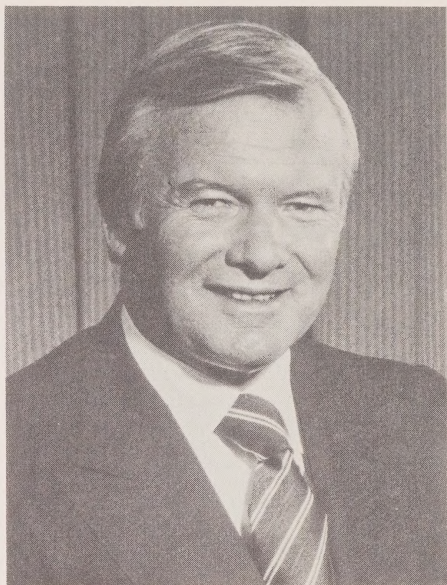
Message du premier ministre

Je suis très heureux d'accueillir les nouveaux arrivants au Canada et les Canadiens venant d'autres provinces qui ont choisi de venir s'établir dans la province de l'Ontario.

De même que vous espérez profiter des chances que vous offre l'Ontario, la province espère bénéficier des compétences et de la culture que vous lui apportez.

Afin d'aider les nouveaux arrivants à s'adapter à leur nouveau milieu, le gouvernement de l'Ontario a créé divers programmes spéciaux. Cette brochure est une partie importante de ces programmes. Vous trouverez dans ce guide des renseignements sur les services et les programmes offerts en français aux francophones, dans le cadre de la politique du gouvernement, qui consiste à offrir une gamme complète de services en français dans la mesure du possible.

J'espère que, grâce à cette brochure, les nouveaux résidents de l'Ontario connaîtront mieux les nombreux services et programmes spéciaux qui ont été créés pour répondre aux besoins de la population de l'Ontario. Le guide pratique des nouveaux Ontariens comprend une description des services offerts aux nouveaux arrivants par les trois paliers de gouvernement, fédéral, provincial et municipal, de même que les programmes offerts par les organismes privés.



Veuillez accepter mes meilleurs vœux de bonheur et de prospérité en Ontario.

Le premier ministre de l'Ontario,

A handwritten signature in dark ink, which appears to read "William G. Davis". The signature is fluid and cursive.

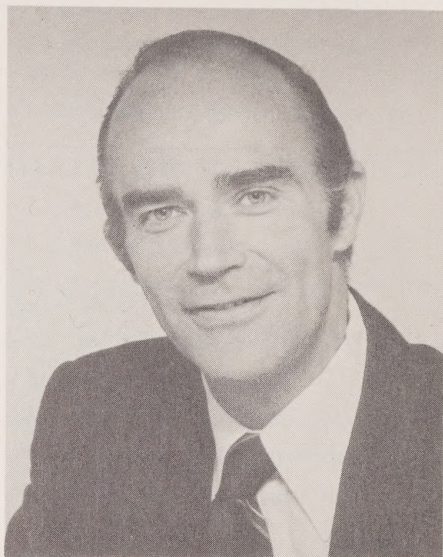
William G. Davis

Message du ministre

Au cours des ans, la population de l'Ontario a accueilli des milliers de nouveaux arrivants, se rendant compte qu'ils enrichissent de multiples façons la vie sociale, économique et culturelle de notre province. Je voudrais me conformer à cette belle tradition et souhaiter moi-même la bienvenue à tous ceux qui songent à venir s'établir en Ontario. Je leur souhaite tout le succès qu'ils méritent dans leur nouveau foyer.

Le guide pratique des nouveaux Ontariens donne les grandes lignes des services, des programmes et autres ressources dont peuvent profiter les nouveaux résidents de l'Ontario. Il a été établi par la Direction des services aux nouveaux Ontariens de mon ministère avec la coopération d'organismes du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial et des gouvernements municipaux de même que celle d'organismes privés. Cette édition a été adaptée avec le plus grand soin, après consultations prolongées avec la communauté francophone, pour faire en sorte que ce guide soit utile aux nouveaux arrivants de langue française, qu'ils viennent d'autres provinces ou d'outre-mer.

J'espère que ce guide vous apportera une introduction utile aux nombreuses ressources disponibles dans votre communauté de même que dans l'ensemble




de la province. N'hésitez pas à faire appel à tous les services que décrit le guide.

Le ministre des Affaires civiques et culturelles,

A handwritten signature in dark ink, reading "Bruce McCaffrey".

Bruce McCaffrey



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119728525>

Table des matières

1) VOS PREMIERS JOURS EN ONTARIO 5

- Où s'adresser pour obtenir des renseignements ou de l'aide 5
- Emploi et Immigration Canada 5
- Comment se servir de l'annuaire téléphonique 6
- Comment téléphoner d'une cabine publique 6
- Comment envoyer des lettres ou des colis 6
- Comment envoyer un télégramme 7
- Les transports en commun 7
- L'assurance-maladie 7
- Le numéro d'assurance sociale 8
- Les allocations familiales 8
- La traduction de documents 8
- La photocopie de documents 9
- Apprendre l'anglais 9
- Les bibliothèques publiques de l'Ontario 10

2) LE TRAVAIL EN ONTARIO 11

- Comment trouver un emploi 11
- Les droits de la personne 12
- Les conditions de travail 13
- La santé et la sécurité au travail 16
- L'indemnisation des accidentés du travail 17
- Les syndicats 18
- L'assurance-chômage 21
- La création d'une petite entreprise 22

3) L'ÉDUCATION EN ONTARIO 25

- L'enseignement primaire et secondaire 25
- L'enseignement postsecondaire 26

4) LE LOGEMENT EN ONTARIO 27

- La location d'un logement 27
- L'achat d'un logement 28

5) LA SANTÉ 29

- La carte d'immatriculation OHIP 29
- Le règlement des notes 29
- Comment trouver un médecin 29
- La consultation chez un médecin 30
- La planification familiale 30
- Les urgences 31
- Les autres services de santé 31

6) LES SERVICES SOCIAUX 33

- Les programmes d'aide aux personnes à revenus modestes 33
- La protection de l'enfance 33
- La protection du revenu pour les personnes âgées 33
- La sécurité de la vieillesse 34
- Le supplément de revenu garanti 35
- L'allocation au conjoint 35
- Le régime de revenu annuel garanti (GAINS) 35

7) VOTRE BUDGET 37

- Monter son ménage 37
- La protection du consommateur 37

Table des matières

- Les banques, sociétés de fiducie et coopératives de crédit 37
- Les assurances 38
- Les taxes et les impôts 38
- La déclaration d'impôt 38

8) LE DROIT EN ONTARIO 41

- Le droit criminel et vos droits 41
- La mise en liberté sous caution 41
- Le droit civil 41

9) RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES IMMIGRANTES 45

- Les agences d'aide aux immigrants 45
- La formation 45
- L'emploi 45
- Le Bureau de la main-d'oeuvre féminine de l'Ontario 45
- Les garderies 46
- La santé 46
- Les foyers 46
- Comment obtenir des renseignements 46

10) L'AUTOMOBILE 47

- Pour apprendre à conduire 47
- Les différents permis de conduire 47
- L'achat d'une voiture d'occasion 47
- La sécurité au volant 48
- Le système de points de démerite 48
- Les accidents 48
- L'assurance-automobile 49

11) LA CULTURE ET LES LOISIRS 51

- Renseignements sur les activités culturelles et de loisirs 51
- Les centres communautaires et de loisirs 51
- Le multiculturalisme en Ontario 51

12) L'IMMIGRATION 53

- La sélection des immigrants 53
- Les classes inadmissibles 55
- Les visiteurs 55
- Motifs de renvoi des résidents permanents 56
- L'appel 56
- L'aide pécuniaire d'urgence 57
- Les prêts pour frais de voyage 57
- Renseignements complémentaires 57

13) COMMENT OBTENIR LA CITOYENNETÉ CANADIENNE 59

- Les conditions d'obtention 59
- La procédure d'obtention de la citoyenneté 59
- Les élections et le droit de vote 60
- Brochures disponibles 61

14) SOURCES D'INFORMATION ET D'AIDE 63

- Manuels et brochures d'information 63
- Services offerts en français pour l'agglomération de Toronto 64
- Services en français disponibles à l'extérieur de l'agglomération de Toronto 65
- Agents de développements 66

- La Société Radio-Canada 68
- Services en français du gouvernement de l'Ontario 69
- Centre d'information communautaire, agences d'aide aux immigrants et centres de service juridique 71
- **Plans des villes**
 - Communauté urbaine de Toronto 10**
 - Ottawa 39**
 - Sudbury 23**
 - Windsor 57**

Vos premiers jours en Ontario

Bienvenue en Ontario.

Les renseignements rassemblés dans ce guide vous seront d'un précieux secours quand vous vous installerez dans notre province. Vous y trouverez un aperçu des problèmes auxquels peuvent se heurter les nouveaux arrivants ainsi qu'une liste d'adresses indiquant les organismes ou les agences auprès desquels vous pouvez trouver de l'aide.

OÙ S'ADRESSER POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS OU DE L'AIDE

À la fin de ce guide, vous trouverez une liste des agences d'aide aux immigrants et des centres d'information qui prêtent assistance aux nouveaux immigrants, ainsi qu'une liste de divers organismes francophones susceptibles de vous venir en aide. Il serait bon que vous vous mettiez en contact avec l'un de ces centres dès votre arrivée, à moins que vous n'ayez des parents ou des amis qui puissent vous aider à vous installer. Vous pouvez également chercher dans les pages blanches de l'annuaire téléphonique, à la rubrique "Information", le centre communautaire d'information de votre quartier. Notez cependant qu'à certains endroits seulement (villes à forte concentration de francophones) vous pourrez obtenir une réponse en français. Veillez à ce qu'on vous donne l'adresse précise du centre et la façon de vous y rendre.

Si vous êtes à Toronto, passez à la Maison d'accueil de l'Ontario (Ontario Welcome House), située au 454, ave-

nue University, au carrefour de la rue Dundas, à proximité de la station de métro St. Patrick (téléphone: 965-3021).

Vous y trouverez des conseillers qui pourront s'occuper de vous ou vous adresser à une autre agence où travaillent des gens qui parlent votre langue. La Maison d'accueil de l'Ontario offre également des cours d'anglais ainsi qu'une garderie pour les enfants de ceux qui suivent ces cours.

Vous trouverez également de l'aide auprès des conseillers des Centres d'emploi du Canada. Cherchez dans les pages bleues, à la fin de l'annuaire téléphonique, à la rubrique "Gouvernement du Canada, Emploi et Immigration Canada, Centres d'emploi du Canada", pour déterminer où se trouve le centre le plus proche.

EMPLOI ET IMMIGRATION CANADA

La Communauté urbaine de Toronto dispose d'un service bilingue. Les bureaux sont situés à l'adresse suivante:

Emploi:
20 ouest, avenue Eglinton
Tél.: 487-2427

Immigration:
480, avenue University
Tél.: 598-4444

Nous vous invitons également à consulter la liste des organismes francophones donnée à la fin de ce guide.

COMMENT SE SERVIR DE L'ANNUAIRE TÉLÉPHONIQUE

L'annuaire téléphonique sera pour vous une mine de renseignements précieux et vous devez apprendre à vous en servir le plus tôt possible. Les particuliers et les organismes sont répertoriés par ordre alphabétique dans les pages blanches. Après les pages blanches, se trouvent les pages bleues, où sont répertoriés les différents bureaux du gouvernement du Canada, du gouvernement de l'Ontario et enfin des municipalités.

Les premières pages de l'annuaire expliquent comment procéder pour obtenir des communications locales et interurbaines, comment vous faire aider en cas de difficultés à obtenir votre correspondant; elles indiquent aussi les tarifs téléphoniques ainsi qu'une foule d'autres renseignements. À la fin de l'annuaire (et parfois dans un annuaire distinct, s'il est trop épais), on trouve une section qu'on appelle les pages jaunes. Dans ces pages sont répertoriés les entreprises, restaurants, églises, médecins, avocats et nombre d'autres services dont vous pouvez avoir besoin. Les services et les entreprises sont répertoriés dans des rubriques classées par ordre alphabétique.

COMMENT TÉLÉPHONER D'UNE CABINE PUBLIQUE

Pour une communication locale, décrochez le combiné et attendez la tonalité. Introduisez alors 25 cents — soit une pièce de 25 cents, soit deux pièces de 10

cents et une pièce de 5 cents, soit une pièce de 10 cents et trois pièces de 5 cents, soit enfin cinq pièces de 5 cents. Les téléphones publics ne rendent pas la monnaie. Composez votre numéro. Si vous désirez parler au téléphoniste pour demander de l'aide ou pour appeler un service d'urgence, composez le 0 (zéro). Dans la plupart des cabines, il n'est pas nécessaire de mettre de l'argent pour appeler le téléphoniste mais il vaut toujours mieux lire soigneusement le mode d'emploi apposé sur l'appareil pour déterminer ce qu'il permet de faire. Le mode d'emploi vous indiquera également si la cabine ne permet que de téléphoner ou si on peut aussi recevoir des appels. Si vous désirez faire un appel interurbain, munissez-vous de pièces de 5 cents, 10 cents et 25 cents, car vous devez payer intégralement la communication avant de pouvoir entrer en contact avec votre interlocuteur. Si vous n'y parvenez pas, les pièces retomberont lorsque vous raccrocherez le combiné. Vous pouvez également faire payer la communication à la personne que vous appelez, si cela vous est plus commode. Donnez au téléphoniste le numéro que vous désirez obtenir et dites-lui que vous voulez appeler "à frais virés" (to reverse the charges). Il est également possible de porter les frais de communication à son propre numéro ou de les régler par carte de crédit.

COMMENT ENVOYER DES LETTRES OU DES COLIS

On vend des timbres et des mandats-poste dans tous les bureaux de poste. C'est là également qu'il faut s'adresser

pour envoyer des colis et des envois recommandés. On trouve de grands bureaux de poste dans toutes les localités et dans les divers quartiers des agglomérations, ainsi que de petits bureaux de poste dans bon nombre de magasins et de pharmacies de quartier. Renseignez-vous auprès de vos voisins ou cherchez une pancarte portant l'inscription "Bureau de poste" (Post Office). Demandez toujours quel est le port exact de votre lettre pour pouvoir l'affranchir suffisamment avant de la poster. Vous pouvez poster les lettres et les colis dans tous les bureaux de poste ou les mettre dans une boîte aux lettres, dans la rue.

COMMENT ENVOYER UN TÉLÉGRAMME

Vous pouvez télégraphier des gares ferroviaires, des bureaux de télégraphe, des aéroports, des hôtels mais *pas* des bureaux de poste. Si vous avez le téléphone chez vous, il vous suffit d'appeler le bureau des télécommunications CN/CP (Canadien National/Canadien Pacifique). Votre télégramme sera envoyé et vous recevrez la facture par courrier. Vous trouverez sans doute deux numéros dans l'annuaire, l'un pour les télégrammes en anglais, l'autre pour les télégrammes en français. Si votre télégramme est rédigé dans une autre langue, on vous demandera sans doute de l'épeler.

LES TRANSPORTS EN COMMUN

Toutes les grandes villes et les localités de l'Ontario sont desservies par le che-

min de fer, l'autobus et, parfois, par un service aérien. Il n'y a d'habitude qu'une seule gare d'autobus ou de trains par ville. Dans les agglomérations, les transports sont assurés par des autobus ou des tramways et, à Toronto, il y a également un métro. Les usagers des transports en commun dans la ville ou la localité peuvent soit acheter des billets, des cartes d'abonnement ou des jetons, soit payer en monnaie. Dans certains centres, on peut acheter les billets et les jetons dans l'autobus ou le tramway. Dans d'autres, on ne peut se les procurer que dans de petits magasins ou dans les stations de métro (c'est le cas à Toronto, par exemple). Comme les chauffeurs d'autobus et de tramway n'ont ni jetons, ni billets, ni monnaie, vous devez avoir la monnaie. Il est en général plus avantageux d'acheter des billets ou des jetons que de payer le parcours d'autobus ou de métro en argent. Les personnes du troisième âge, les enfants au-dessous d'un certain âge et les étudiants munis d'une carte d'étudiant ont droit à un tarif réduit. Vous pouvez emprunter plusieurs autobus ou tramways pour effectuer votre parcours, pour le prix d'un seul billet, à condition que vous puissiez produire un billet de correspondance que vous prenez au moment où vous payez.

L'ASSURANCE-MALADIE

Il est indispensable que vous procédiez le plus vite possible aux formalités d'inscription au Régime d'assurance-maladie de l'Ontario (OHIP). Si vous faites la demande dans les trois mois après votre arrivée, vous serez protégé

à partir du jour où votre demande a été agréée. On vous aura peut-être remis une formule de demande à votre arrivée à l'aéroport (les formules sont bilingues). Dans le cas contraire, adressez-vous à votre bureau régional OHIP ou écrivez à: OHIP, C.P. 1744, Succursale postale R, Toronto, M4G 2T3.

Cherchez le numéro de téléphone du bureau régional dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique, à la rubrique "Gouvernement de l'Ontario, OHIP" (Government of Ontario, OHIP). Les conseillers et les préposés qui travaillent dans les agences répertoire à la fin de ce guide vous aideront à remplir les formules. (Vous trouverez des renseignements sur l'exonération des primes dans le chapitre "La santé".)

LE NUMÉRO D'ASSURANCE SOCIALE

Pour obtenir un emploi au Canada et pour faire bon nombre d'autres demandes, vous aurez besoin d'un numéro d'assurance sociale. Pour obtenir ce numéro d'assurance sociale, rendez-vous au Centre d'emploi du Canada le plus proche, dont vous trouverez l'adresse dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique, à la rubrique "Gouvernement du Canada". Munissez-vous de votre passeport et des documents attestant votre statut d'immigrant reçu. Par précaution, munissez-vous également d'autres pièces d'identité telles que certificat de naissance ou permis de conduire.

Les préposés du Centre d'emploi du Canada vous aideront à remplir votre formule de demande, qu'ils feront ensuite parvenir au bureau d'Ottawa, chargé d'attribuer les numéros. Si vous avez besoin d'une aide supplémentaire, consultez la liste des services en français à la fin de ce guide. Vous recevrez ensuite par courrier une carte en plastique portant votre numéro d'assurance sociale. Veillez à consigner votre numéro sur une feuille de papier que vous conserverez en lieu sûr au cas où vous perdriez votre carte. Sachez aussi qu'il est illégal de posséder plus d'un numéro d'assurance sociale.

LES ALLOCATIONS FAMILIALES

Si vous avez des enfants de moins de 18 ans dont le revenu est inférieur au seuil imposable, vous avez droit à des allocations familiales. Vous pouvez vous procurer dans les bureaux de poste les documents (bilingues) à remplir pour obtenir les allocations. On vous aidera à remplir votre formule de demande dans n'importe quel centre communautaire ou agence d'aide aux immigrants. Si vous désirez davantage d'informations, adressez-vous à un des bureaux de district des Programmes de la sécurité du revenu; vous en trouverez les adresses dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique à la rubrique "Gouvernement du Canada".

LA TRADUCTION DE DOCUMENTS

Il se peut que vous ayez besoin de faire traduire des diplômes, des attestations et certificats professionnels, des

certificats de naissance, des certificats de baptême ou de mariage.

Le Bureau de traduction du gouvernement de l'Ontario se chargera de traduire gratuitement des documents, pour les citoyens canadiens et les immigrants reçus domiciliés en Ontario, jusqu'à concurrence de six pièces par personne. Si vos documents sont lisibles, envoyez-en des photocopies. Si vous envoyez les originaux, veillez à les envoyer en recommandé. Comptez un délai de trois semaines pour la traduction. Portez ou envoyez vos documents à l'adresse suivante (vous pouvez écrire en français) au:

Bureau de traduction
Service multilingue
Ministère des Services
gouvernementaux
Maison d'accueil de l'Ontario
Bureau 413
454, avenue University
Toronto (Ontario) M7A 2R9
Téléphone: (416) 965-1458

LA PHOTOCOPIE DE DOCUMENTS

Vous pouvez photocopier des documents pour un coût modique dans les bibliothèques publiques ou dans de petits ateliers de photocopies dont vous trouverez les adresses dans les pages jaunes de l'annuaire téléphonique, à la rubrique "Photocopies" (Photo Copying).

APPRENDRE L'ANGLAIS

Si vous voulez réussir pleinement votre

vie en Ontario, il est primordial d'apprendre l'anglais si vous ne le parlez pas encore.

L'anglais vous sera particulièrement utile pour chercher un emploi. Dans certaines régions de l'Ontario, où le français est la langue couramment parlée, vous y trouverez un plus grand nombre de services en français et peut-être aussi la possibilité d'y trouver un emploi dans votre langue.

Il existe des cours à temps plein pour les nouveaux Ontariens dans les collèges d'arts appliqués et d'enseignement technique (colleges of applied arts and technology). Pour pouvoir suivre ces cours gratuitement, il faut que vous y soyez envoyé par un Centre d'emploi du Canada. Si vous avez immigré sans être parrainé, vous pouvez également obtenir une allocation de subsistance pendant la durée des cours de langue que vous suivez.

Si vous désirez des renseignements sur les cours d'anglais à temps partiel, adressez-vous au conseil de l'éducation le plus proche, dont vous trouverez l'adresse dans les pages blanches de l'annuaire téléphonique, à la rubrique "Conseils de l'éducation" (Boards of Education) et/ou au collège d'arts appliqués et d'enseignement technique de votre quartier. Les cours à temps partiel se donnent généralement le soir. Certains se donnent dans la journée et, dans ce cas, il y a une garderie pour les enfants.

Les conseillers de la Maison d'accueil,

Vos premiers jours en Ontario

du Centre d'emploi du Canada, du centre d'information ou de l'agence d'aide aux immigrants peuvent vous aider à trouver des cours dont l'horaire vous convient.

LES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES DE L'ONTARIO

Les nouveaux arrivants au Canada sont invités à passer à la bibliothèque publique de leur quartier. On peut y emprunter et emporter chez soi des livres, des revues, des films, des disques, des cassettes, des publications imprimées en gros caractères et des enregistrements pour les handicapés. Nombre de bibliothèques publiques ont un service de renseignements téléphoniques. On trouve, dans les bibliothèques, des livres et des revues dans diverses langues dont le français ainsi que des collections

spéciales de livres en anglais pour les débutants. La plupart des services qu'offrent les bibliothèques sont gratuits. Vous trouverez l'adresse de la bibliothèque publique la plus proche de chez vous en consultant l'annuaire téléphonique, à la rubrique "Bibliothèques publiques" (Public Libraries).



Le travail en Ontario

COMMENT TROUVER UN EMPLOI

Il existe de multiples façons de chercher du travail. Voici quelques conseils pratiques qui vous seront utiles:

- Rendez-vous dans un Centre d'emploi du Canada et entretenez-vous avec un conseiller. Le Centre d'emploi vous renseignera sur les possibilités d'emploi et vous indiquera les postes vacants qu'y affichent de nombreux employeurs. Les conseillers peuvent également vous aider en ce qui concerne l'apprentissage et le perfectionnement de la langue, et la formation professionnelle si vous êtes admissible à ces programmes et si vous en avez besoin pour être employé.
- La liste des Centres d'emploi du Canada dans votre ville ou votre quartier figure dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique, section "Gouvernement du Canada" à la rubrique "Emploi et Immigration Canada". Voir à la page 5, Emploi et Immigration Canada, Communauté urbaine de Toronto.
- Consultez les offres d'emploi qui se trouvent à la rubrique "Help Wanted" des journaux locaux.
- Cherchez dans les pages jaunes de l'annuaire téléphonique ou dans le Répertoire canadien du commerce (disponible dans les bibliothèques publiques) pour trouver des sociétés ou organismes qui pourraient avoir besoin d'employés ayant votre formation.
- Faites traduire les documents nécessaires.
- Rédigez un curriculum vitae. Votre

curriculum vitae doit porter votre nom, votre adresse, votre numéro de téléphone et donner une brève description de votre expérience professionnelle ou de vos activités bénévoles ainsi que de votre formation. Si vous envoyez votre curriculum vitae par courrier, joignez-y une lettre d'accompagnement bien rédigée et dactylographiée si possible. Vous pouvez obtenir de l'aide à cet effet auprès de la Maison d'accueil de l'Ontario, d'un Centre d'emploi du Canada ou d'une agence d'aide aux immigrants.

- Faites évaluer les documents qui ont trait à votre éducation et à votre formation professionnelle. S'ils sont rédigés dans une autre langue que l'anglais ou le français, vous pouvez les faire traduire gratuitement par le Bureau de traduction (voir Chapitre I). Veuillez à préciser l'adresse de votre domicile si vous envoyez les documents par courrier.
- Pour faire évaluer vos documents, portez-les ou envoyez-les à l'adresse suivante:

Registrar Services (Evaluation)
Direction des systèmes d'information
de gestion
Ministère de l'Éducation
Édifice Mowat
900, rue Bay
Toronto (Ontario) M7A 1L2
Téléphone: (416) 965-1356
(Personnel bilingue disponible sur place)
ou communiquez avec la:

Direction des communications
Ministères de l'Éducation, des Collèges
et Universités
Édifice Mowat, 9^e étage
Queen's Park
Toronto (Ontario) M7A 1L2
Téléphone: (416) 965-6407
(Renseignements généraux)

– Si vous avez suivi des cours postsecondaires ou que vous êtes titulaire d'un ou plusieurs diplômes postsecondaires, présentez-vous en personne ou envoyez vos documents avec les traductions à l'adresse suivante:

Comparative Education Service
University of Toronto
315 Bloor Street West, Room 307
Toronto, Ontario M5S 1A3
Téléphone: (416) 978-2185
(Heures d'ouverture: Du lundi au mercredi de 9 h à 16 h)

– Si vous avez des qualifications professionnelles, contactez l'association professionnelle rattachée à votre profession. Un Centre d'emploi du Canada peut vous aider à trouver l'association concernée.

– Si vous avez des certificats professionnels, rendez-vous au bureau le plus proche de la Direction de l'apprentissage du ministère des Collèges et Universités (Apprenticeship Branch of the Ministry of Colleges and Universities) en cherchant dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique à la rubrique "Gouvernement de l'Ontario". Le personnel pourra évaluer vos qualifications et vous renseigner sur les cours supplémentaires que vous devez suivre ou les examens que vous devez passer pour

obtenir un certificat de qualification de l'Ontario afin de pouvoir exercer certains métiers réglementés. On vous aidera également à vous inscrire aux cours d'apprentissage.

• Il est important de noter que tous les services mentionnés dans ce chapitre ne peuvent vous être donnés en français.

Si vous ne pouvez vous exprimer assez clairement en anglais et avez besoin d'information concernant vos qualifications professionnelles, contactez la Direction des communications ci-haut mentionnée.

LES DROITS DE LA PERSONNE

Le Code des droits de l'homme de l'Ontario protège les personnes contre le traitement discriminatoire fondé sur des raisons de race, de croyances religieuses, de couleur, d'âge (entre 40 et 65 ans), de sexe, de situation de famille, de nationalité, d'ascendance ou de lieu d'origine. Les employeurs n'ont pas le droit de poser certaines questions avant de décider d'embaucher une personne. Les questions interdites figurent dans la brochure intitulée "Human Rights in Employment" (Les droits de la personne et l'emploi) disponible auprès de la Commission ontarienne des droits de la personne. Si vous pensez avoir été victime d'un traitement discriminatoire, contactez la Commission à l'adresse suivante:

La Commission ontarienne des droits de la personne (Ontario Human Rights Commission)

Ministère du Travail

400, avenue University, 12^e étage

Toronto (Ontario) M7A 1T7

Téléphone: (416) 965-6841 (Service unilingue anglais)

ou contactez le

(416) 965-7795 au Bureau du coordonnateur des services en langue française.

Il existe une loi semblable dans les domaines d'emploi du ressort du gouvernement fédéral. Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez contacter:

La Commission canadienne des droits de la personne

257, rue Slater

Ottawa (Ontario) K1A 1E1

Téléphone: (613) 995-1151

Appels à frais virés acceptés.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Certaines lois ont été adoptées pour garantir des normes minimales de protection des droits au travail. Certains travailleurs sont protégés par le Code canadien du travail; la plupart sont protégés par la Loi sur les normes d'emploi de l'Ontario. La Direction des normes d'emploi (Employment Standards Branch) aide à recouvrer les salaires impayés, la rémunération des heures supplémentaires, des vacances et des jours fériés. On peut contacter le bureau le plus proche du ministère du Travail qui figure dans les pages bleues de l'an-

nuaire téléphonique à la rubrique "Gouvernement de l'Ontario" ou bien écrire ou téléphoner à:

La Direction des normes d'emploi (Employment Standards Branch)

Ministère du Travail de l'Ontario

400, avenue University, 6^e étage

Toronto (Ontario) M7A 1V2

Téléphone: (416) 965-5251

Si la réceptionniste ne peut vous répondre en français, laissez votre nom et numéro de téléphone et un conseiller bilingue vous rappellera.

Si la réponse n'est pas satisfaisante, contactez le:

Coordonnateur des services en français

Ministère du Travail

Téléphone: (416) 965-7795

Vous trouverez ci-dessous certains des grands points énoncés dans la Loi sur les normes d'emploi:

Heures de travail

Les employés ne doivent habituellement pas travailler plus de huit heures par jour, six jours par semaine, soit 48 heures par semaine. (La plupart des employés travaillent du lundi au vendredi et ont congé les fins de semaine.)

Paiement des heures supplémentaires

À quelques exceptions près, l'employé doit recevoir une fois et demie le taux de son salaire horaire ordinaire pour les heures supplémentaires travaillées en sus de 44 heures de travail par semaine.

Jours fériés

Les employés ont droit à sept jours fériés payés. Ce sont: le Jour de l'An, le Vendredi Saint, la Fête de la Reine, la Fête du Canada, la Fête du Travail, l'Action de grâces et le jour de Noël. Le 26 décembre, lendemain de Noël, n'est pas un jour férié réglementaire. Pour avoir droit à un jour férié payé, l'employé doit également travailler le jour ouvrable avant et le jour ouvrable après le jour férié, il doit avoir travaillé au moins 12 jours pendant les quatre semaines de travail précédant le jour férié et doit avoir été au service de l'employeur pendant trois mois.

Dans la plupart des cas, si un employé travaille un jour férié, il doit percevoir une fois et demie le taux de son salaire ordinaire pour la journée ou bien il a droit à une journée de congé rémunérée. Si le jour férié tombe un jour non ouvrable, l'employé a droit à un autre jour de congé normal payé ou bien à une somme supplémentaire équivalant à son salaire journalier.

Vacances

Conformément à la loi, tout employé a droit à un minimum de deux semaines de congés payés après avoir travaillé pendant un an chez le même employeur. La rémunération ne peut pas être inférieure à 4% du salaire total de l'employé pour l'année au cours de laquelle ces vacances sont payées. Si l'employé quitte son travail avant la fin de la première année, l'employeur doit lui payer, dans la semaine qui suit la

cessation d'emploi, au moins 4% du salaire total gagné.

Salaire minimum

Le taux horaire minimum général est de 3,50 \$. Il existe des tarifs spéciaux qui s'appliquent aux étudiants, aux apprentis, aux personnes qui servent des boissons alcoolisées dans des lieux titulaires d'une licence, aux conducteurs d'ambulance et aux guides de chasse ou de pêche. Le taux horaire minimum dans la construction est de 3,75 \$.

Employés de maison

Un nouveau règlement administré par le ministère du Travail offre une protection d'emploi aux employés de maison (cuisiniers, hommes ou femmes de ménage, gouvernantes) qui travaillent plus de 24 heures par semaine. La réglementation stipule le salaire minimum, les congés, les vacances et autres avantages auxquels les employés de maison ont droit. Pour plus de renseignements et si vous parlez anglais, prière de contacter le ministère du Travail, Direction des normes d'emploi (Employment Standards Branch), qui figure dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique à la rubrique "Gouvernement de l'Ontario".

Sinon, contactez le Coordonnateur des services en français, Ministère du Travail, au numéro de téléphone (416) 965-7795.

À travail égal, salaire égal

Les employeurs n'ont pas le droit de payer des salaires différents aux hommes et aux femmes pour un travail sensiblement identique.

Congé de grossesse

La femme qui travaille pour le même employeur depuis au moins 12 mois et 11 semaines a droit à 17 semaines de congé non rémunéré pour sa grossesse.

Âge minimum

Les enfants doivent aller à l'école jusqu'à l'âge de 16 ans en Ontario. Si les parents et l'école se mettent d'accord, les jeunes de 14 et 15 ans peuvent faire une demande de travail à temps partiel ou à temps plein tout en suivant des cours du soir ou des cours par correspondance.

Cessation d'emploi

Si l'employé a travaillé plus de trois mois, on doit lui remettre un préavis ou une rémunération donnant lieu de préavis comme suit:

- de trois mois à deux ans — préavis ou rémunération d'une semaine
- de deux ans à cinq ans — préavis ou rémunération de deux semaines
- de cinq ans à dix ans — préavis ou rémunération de quatre semaines
- plus de dix ans — préavis ou rémunération de huit semaines

Il existe certains cas dans lesquels les

employeurs ne sont pas obligés de donner un préavis; par exemple, dans la construction ou en cas de mise à pied temporaire de 13 semaines ou moins.

Fiches de paie

Tout employeur doit donner une fiche de paie écrite à chaque employé. La fiche doit indiquer la période de temps ou le travail pour lequel le salaire est payé, le taux salarial, le salaire auquel l'employé a droit, le montant et la raison de chaque prélèvement, toute indemnité de subsistance à laquelle l'employé a droit et la paie nette.

Régimes d'avantages sociaux

Aucun employeur ne peut faire de discrimination fondée sur l'âge, le sexe ou la situation de famille en ce qui concerne les régimes d'avantages sociaux aux employés.

Travailleurs agricoles

Il existe des lois spéciales pour ces catégories de travailleurs. On peut se renseigner auprès de la Direction des normes d'emploi.

Si vous avez une plainte concernant les normes d'emploi, écrivez à la Direction des normes d'emploi ou présentez-vous au bureau muni de ce qui suit:

- votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone;
- le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de votre employeur;
- la description de la plainte;

– des copies de toutes vos fiches de paie si vous les avez.

Restez ensuite en contact avec l'agent des normes d'emploi qui s'occupe de votre cas.

Pour tout renseignement sur le Code canadien du travail qui s'applique à un emploi du ressort fédéral, veuillez contacter:

La Direction des normes du travail
(Labour Standards Branch)
Ministère du Travail du Canada
4900, rue Yonge, bureau 200
Willowdale (Ontario) M2N 6C3
Téléphone: (416) 224-3850

LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

La Loi sur la santé et la sécurité au travail souligne le besoin de protéger les travailleurs contre les risques pour leur santé et leur sécurité sur le lieu de travail. Voici les principales clauses de la loi:

- La loi protège tous les travailleurs, à l'exception des enseignants et des exploitants agricoles, à moins qu'ils ne soient spécifiquement protégés en totalité ou en partie par la réglementation.
- Sur les chantiers de construction de plus de 20 travailleurs employés régulièrement, on doit choisir un représentant de la santé et de la sécurité parmi les travailleurs.
- On doit instaurer des comités de santé et de sécurité sur tous les lieux de travail de plus de 20 employés. Cette exi-

gence ne s'applique pas aux bureaux, aux immeubles d'appartements, aux bibliothèques, aux musées, aux salles de spectacle et clubs privés, aux magasins, aux restaurants et aux hôtels (à l'exception des cuisines ou des buanderies).

- Les comités de santé et de sécurité ne sont pas obligatoires s'il y a moins de 20 personnes employées à moins qu'un règlement portant sur un produit dangereux ne s'applique à ce lieu de travail ou à moins qu'une ordonnance relative à un risque particulier ne s'applique.
- Le ministre du Travail peut ordonner l'établissement d'un ou de plusieurs comités mixtes sur la santé et la sécurité si, à son avis, d'après les renseignements dont il dispose sur ce lieu de travail, il existe des risques qui justifient la mise sur pied de ce genre de comité.
- Tous les travailleurs qui sont protégés par la loi ont le droit de refuser d'exécuter un travail dangereux, à l'exception des policiers, des pompiers, des travailleurs d'établissements correctionnels, d'écoles de formation ou d'établissements analogues, ou des personnes qui exercent une profession dans les milieux de santé ou associés et dont un refus de travailler mettrait en danger la vie, la santé ou la sécurité d'autrui.
- Le travailleur a le droit de faire assister un membre du comité sur la santé et la sécurité, un représentant de la santé et de la sécurité ou un autre représentant des travailleurs à toute enquête menée sur son refus de travailler.
- La loi prévoit la réglementation des produits toxiques sur le lieu de travail.

Vous pouvez attirer l'attention de votre employeur sur le danger d'une situation. Si vous hésitez à le faire ou si aucune mesure n'est prise, téléphonez en français, à Toronto, au bureau du :

Coordonnateur des services en français
Ministère du Travail
Téléphone: (416) 965-7795

Si vous parlez anglais, vous pouvez appeler :

- La Direction de la santé et de la sécurité dans la construction, au (416) 965-7161.
- La Direction de la santé et de la sécurité dans l'industrie, au (416) 965-4125.
- La Direction de la santé et de la sécurité dans les mines, au (416) 965-1328.

ou contacter un bureau de district du ministère du Travail dont l'adresse figure à la rubrique "Gouvernement de l'Ontario" dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique.

N.B. : On trouve du personnel bilingue dans les régions désignées dont la liste vous est donnée à la fin de ce guide.

L'INDEMNISATION DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL

La loi sur les accidents du travail protège les employés qui reçoivent des blessures sur le lieu de travail. Elle prévoit également des indemnisations en cas de maladies causées par le genre de travail effectué. La loi est administrée par la Commission des accidents du travail qui reçoit les cotisations des em-

ployeurs et verse les indemnités aux employés atteints. Les employés n'ont aucuns frais à déboursier.

Si vous avez un accident au travail :

- Signalez l'accident à votre employeur.
- Demandez à votre employeur qu'il vous fasse donner immédiatement les premiers soins. Si vous ne recevez pas les soins appropriés, de légères blessures, par exemple des coupures, des piquûres, des écorchures, des échardes et des brûlures risquent de provoquer un empoisonnement de sang ou une infection aux conséquences graves.
- Si vous avez besoin de soins médicaux, demandez à votre employeur de vous donner le formulaire intitulé "treatment memorandum" (formulaire 156) que vous présenterez au médecin ou à l'hôpital.
- Si votre employeur n'a pas le formulaire dû au fait de circonstances exceptionnelles, comme le lieu de l'accident, faites-vous soigner et fournissez ensuite à votre employeur tous les détails de l'accident le plus tôt possible.
- Remplissez rapidement en bonne et due forme tout formulaire que vous recevez et retournez-le au bureau indiqué de la Commission des accidents du travail. Si vous avez besoin d'aide pour remplir les formulaires, rendez-vous dans une agence d'aide aux immigrants, un centre d'information communautaire ou au bureau local de la Commission des accidents du travail. Si vous ne pouvez vous faire aider dans votre langue à un de ces endroits, consultez la liste des

Le travail en Ontario

services complémentaires donnée à la fin de ce guide.

- N'écoutez pas votre employeur s'il veut vous empêcher de signaler un accident.

L'employeur doit vous faire donner les premiers soins, vous remettre le formulaire 156 si vous avez besoin de soins et assurer votre transport chez un médecin ou à l'hôpital. Dans les trois jours qui suivent, l'employeur doit envoyer un avis (formulaire 7) à la Commission des accidents du travail si vous avez eu besoin de vous faire traiter ou si vous avez dû vous absenter de votre travail après le jour de l'accident. Si vous n'avez besoin que de premiers soins à la suite de l'accident, l'employeur doit tout de même le consigner dans ses dossiers.

Si vous remplissez des formulaires de demande d'indemnité à la Commission des accidents du travail, assurez-vous de bien répondre aux questions, donnez tous les noms et adresses nécessaires et indiquez votre numéro de demande d'indemnité (fourni par la Commission des accidents du travail) sur tous les formulaires ou lettres.

Les indemnités sont payables à partir du lendemain de l'accident ou de la date d'incapacité, selon la plus récente des deux. Le montant payable est basé sur divers facteurs liés aux gains. Les rentes d'incapacité permanente dépendent de la mesure dans laquelle la capacité d'une personne à gagner sa vie est affectée d'après le degré d'invalidité. Les indemnités sont payables aux personnes à charge en cas de décès. La

Commission des accidents du travail couvre également les frais médicaux et offre des services de réadaptation professionnelle à l'intention des travailleurs accidentés.

Vous pouvez faire appel des décisions de la Commission des accidents du travail dans le cadre de la Commission.

Pour tout renseignement, prière de contacter un bureau régional de la Commission des accidents du travail. Ils figurent dans les pages bleues de l'annuaire de téléphone à la rubrique "Gouvernement de l'Ontario".

Pour des services en français, veuillez vous référer à la page 17 de ce guide.

LES SYNDICATS

Un syndicat est un organisme regroupant des employés dans le but de négocier avec les employeurs le règlement des griefs, salaires, heures et conditions de travail. Il peut également faire connaître au gouvernement l'opinion des travailleurs sur des questions comme les impôts, l'assurance-chômage et les retraites. En Ontario, d'après la loi sur les relations de travail de l'Ontario, il est conforme à la loi et souhaitable que les employés appartiennent à un syndicat.

L'adhésion à un syndicat:

Adhérer à un syndicat et participer à ses activités est un droit reconnu par la loi. Si vous faites l'objet d'un traitement discriminatoire de la part de votre employeur du fait de vos activités syndica-

les, vous pouvez déposer une plainte auprès de la Commission des relations de travail de l'Ontario à condition que l'industrie dans laquelle vous êtes employé relève de la juridiction provinciale. Votre syndicat se charge, en général, de déposer ce genre de plainte pour vous. La plupart des secteurs industriels en Ontario relèvent de la juridiction provinciale à l'exception des entreprises interprovinciales de camionnage, des chemins de fer, des banques et des stations de radio et de télévision.

Les syndicats professionnels peuvent obtenir le droit d'établir des conventions collectives s'ils sont agréés par la Commission des relations de travail de l'Ontario ou s'ils sont reconnus par l'employeur de son plein gré. Ce droit d'établir des conventions collectives peut s'appliquer à un syndicat donné à moins qu'il ne soit remplacé par un autre syndicat ou à moins que les employés ne cherchent de leur plein gré à y mettre fin auprès de la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Chaque syndicat est établi et géré d'après ses propres statuts et règlements. Les statuts du syndicat énoncent la procédure de nomination des dirigeants et l'élection des leaders syndicaux. Les syndicats internationaux et nationaux peuvent instituer par charte des sections locales qui sont régies par les statuts et les règlements de la fédération syndicale. La section locale est habilitée à agir au nom de ses membres et elle reçoit le soutien d'autres sections locales du syndicat. L'importance varie énormément d'une section à l'autre, chaque

section n'étant pas restreinte à un secteur géographique. Par exemple, certaines sections sont d'ordre provincial.

Le dirigeant d'une section locale est élu pour gérer les affaires de cette section et pour représenter les travailleurs en désaccord avec l'employeur. Les travailleurs élisent également des délégués syndicaux qui font office de représentants syndicaux sur le lieu de travail. Si vous avez des problèmes, commencez par vous adresser à votre délégué syndical.

Contrats:

Par "contrat" ou "convention collective" on entend une convention écrite, conclue entre le syndicat et les employeurs à propos des conditions de travail, des salaires et des avantages sociaux. Afin de conclure un contrat, l'employeur et les représentants syndicaux peuvent négocier les modalités dont conviennent les deux parties. Les modalités convenues constituent un contrat qui sert de ligne directrice aux rapports entre l'employeur et les travailleurs pour une période déterminée, par exemple deux ans. Au cours de la durée du contrat, il est illégal de faire grève. Si vous avez une plainte pendant la période du contrat, vous pouvez déposer un grief. La marche à suivre pour déposer un grief est, en général, énoncée dans votre contrat. Parlez-en tout d'abord à votre délégué syndical.

À la fin du contrat, le syndicat et l'employeur entrent en pourparlers en vue de signer une nouvelle convention. Si

les pourparlers échouent, l'une des deux parties peut demander au gouvernement provincial de nommer un conciliateur. Si les deux parties ne parviennent toujours pas à s'entendre, les travailleurs peuvent voter, seulement à ce moment-là, en faveur de la grève. Il est illégal de faire grève avant que le processus de pourparlers ne soit achevé.

Le droit d'un employeur à embaucher et à employer des travailleurs non syndiqués dépend des modalités du contrat ou de la convention collective. Parfois, l'adhésion à un syndicat et le paiement de cotisations syndicales sont volontaires; c'est ce qu'on appelle un "atelier ouvert". Certaines conventions collectives ne limitent pas l'embauchage aux membres du syndicat mais elles exigent des nouveaux employés qu'ils paient des cotisations syndicales, ou, qu'ils adhèrent au syndicat. Dans d'autres cas, il peut exister entre l'employeur et le syndicat une convention précisant que seuls les membres du syndicat seront embauchés. On dit, dans ce cas, que l'entreprise est un "atelier fermé". Si les cotisations syndicales sont déduites de votre salaire, cela ne veut pas dire que vous êtes membre d'office. Vous devez peut-être faire une demande d'adhésion.

Cotisations:

Les nouveaux membres qui se joignent à un syndicat paient d'abord un droit d'adhésion et versent ensuite des cotisations syndicales mensuelles. Les cotisations syndicales sont en général forfaitaires

(par ex., 10 \$ par mois) ou calculées au pourcentage (par ex., 2 heures de paie par mois). Ces cotisations sont souvent prélevées automatiquement sur le salaire de l'employé. Vous pouvez récupérer les cotisations que vous versez sous forme de divers services syndicaux. En cas de grève, vous recevez des indemnités de grève. Vos cotisations peuvent être utilisées à des fins éducatives comme la formation des délégués ou des cours d'anglais. Chaque travailleur est libre d'assumer des activités dans son syndicat s'il désire s'assurer que le syndicat agit dans ses meilleurs intérêts.

Au Canada, l'organisme national du travail est le Congrès du travail du Canada. En Ontario, l'organisme provincial est la Fédération du travail de l'Ontario. Dans chaque ville ou district, il existe un conseil du travail auquel les sections locales des syndicats envoient des délégués.

Pour tout renseignement, prière de consulter le conseil du travail de votre localité dont l'adresse et le numéro de téléphone figurent dans les pages jaunes de l'annuaire téléphonique à "Organismes du travail" (Labour Organizations). Toutefois les services en français ne sont pas assurés en tout temps. On peut cependant écrire ou téléphoner en français à:

La Fédération du travail de l'Ontario
(Ontario Federation of Labour)
15 Gervais Drive
Don Mills, Ontario M3C 1Y8
Téléphone: (416) 441-2731

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

La plupart des travailleurs au Canada versent des cotisations à un fonds connu sous le nom de fonds d'assurance-chômage. Lorsqu'ils sont au chômage, ils touchent alors de l'argent versé par ce fonds. Les employeurs versent également des cotisations au fonds. Les prélèvements qui sont faits sur votre salaire sont envoyés par votre employeur au ministère du Revenu national. Le gouvernement fédéral administre le régime d'assurance-chômage qu'il subventionne. Tout le monde n'est pas admissible aux prestations d'assurance-chômage. C'est le cas, par exemple, si vous êtes employé par votre conjoint.

Vous êtes admissible à toucher des prestations en cas d'interruption de gains. Vous devez être apte et prêt à travailler mais dans l'impossibilité de trouver un emploi. Vous pouvez également être dans l'incapacité de travailler pour des raisons de santé, de maternité, du fait de blessure ou de quarantaine. Vous devez avoir assumé un emploi assurable pendant 10 à 14 semaines depuis le début de votre dernière demande de prestations ou dans les 52 semaines précédentes, selon la période la plus courte des deux. Le nombre de semaines dépend du taux de chômage régional.

Vous recevez 60% de vos gains moyens hebdomadaires assurés au cours de la demande de prestations. Le taux minimum de prestations varie selon un certain nombre de facteurs, et le plafond des prestations est de 189 \$ par se-

maine. Les taux minimum et maximum sont révisés tous les ans. Les prestations sont imposables.

Une prestation peut durer au maximum 50 semaines. Vous pouvez toucher les prestations intégrales si vos gains hebdomadaires ne dépassent pas 25% de vos prestations hebdomadaires d'assurance-chômage. Toute somme dépassant ce taux de 25% est déduite des prestations.

Chaque fois que vous quittez un emploi, votre employeur doit vous donner un relevé d'emploi qui indique la raison pour laquelle vous êtes au chômage et la somme que vous avez gagnée au cours des vingt dernières semaines de votre emploi chez cet employeur.

Si vous changez d'emploi, gardez ce relevé en lieu sûr, car on vous demandera de le présenter si vous faites une demande de prestations d'assurance-chômage.

Pour faire une demande de prestations d'assurance-chômage, contactez le Centre d'emploi du Canada le plus proche. Cherchez dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique à la rubrique "Gouvernement du Canada — Emploi et Immigration Canada".

S'il n'y a pas de Centre d'emploi du Canada dans votre localité, ou que l'on ne peut vous répondre dans votre langue, consultez d'abord la liste des principaux bureaux régionaux et téléphonez au bureau le plus proche; demander que l'on vous fasse parvenir toute la do-

cumentation et les formulaires en français dont vous avez besoin. Vous pouvez également vous procurer ces documents bilingues dans un bureau de poste. Lorsque vous remplissez votre demande de prestations, assurez-vous que vous avez indiqué lisiblement votre nom, votre adresse complète, votre numéro d'assurance sociale et votre numéro de téléphone. Envoyez votre demande immédiatement. Si possible, joignez-y votre relevé d'emploi mais faites tout de même votre demande si vous ne l'avez pas reçu. Le centre peut l'obtenir auprès de votre employeur s'il ne vous l'a pas donné. Si votre formulaire n'est pas lisible ou si vous l'envoyez en retard, vous toucherez vos prestations en retard, et vous risquez même de perdre certaines prestations.

En vertu de la nouvelle loi, la période d'attente normale est de deux semaines. Vous n'êtes pas admissible à toucher des prestations pendant cette période. Vous risquez toutefois de ne pas avoir droit à vos prestations pendant une période maximum de six semaines si vous quittez votre emploi ou si vous avez été congédié pour faute professionnelle. Mais, même dans ces deux cas, il est possible que vous ne soyez pas pénalisé. Chaque cas est étudié individuellement.

Les gains que vous réalisez pendant la période d'attente de deux semaines doivent être déclarés et sont déduits intégralement des prestations que vous recevez. À la fin de la période d'attente de deux semaines, la Commission d'Emploi et Immigration Canada vous demandera de remplir une déclaration

du prestataire; vous devrez en remplir une également pour la semaine suivante (première semaine d'admissibilité aux prestations). Renvoyez rapidement ces formulaires et vous devriez recevoir votre premier chèque la semaine suivante. Sinon, contactez votre Centre d'emploi du Canada. Si vous envoyez une lettre, assurez-vous de mentionner votre numéro d'assurance sociale et votre adresse complète. Signez et inscrivez lisiblement votre nom en lettres d'imprimerie. Si vous vous conformez bien à cette marche à suivre, vous pouvez accélérer les choses et obtenir vos prestations plus rapidement.

Il existe des prestations spéciales, dont les prestations maladie, maternité et le paiement d'une somme globale pour les personnes qui viennent d'avoir 65 ans. Contactez le Centre d'emploi du Canada de votre localité pour plus de détails.

Vous pouvez faire appel si vos prestations sont interrompues. Un conseil arbitral ou un juge fédéral (si vous n'êtes pas satisfait de la décision du conseil arbitral) sera chargé de votre appel.

Pour continuer à percevoir des prestations, le bénéficiaire doit rechercher sérieusement du travail, doit présenter tous les formulaires et assister à toutes les interviews exigées par le Centre d'emploi du Canada.

LA CRÉATION D'UNE PETITE ENTREPRISE

Avant de créer une entreprise, prenez

conseil auprès d'avocats, de banquiers et de comptables. Pour plus de renseignements sur la constitution en société et les autres formes d'organisation, contactez:

La Direction des services aux compagnies
Ministère de la Consommation et du Commerce
555, rue Yonge
Toronto (Ontario) M7A 2H6
Téléphone: (416) 963-0510

Si vous désirez fonder votre propre entreprise, vous pouvez obtenir des renseignements auprès du ministère de l'Industrie et de l'Expansion économique, en écrivant à l'adresse suivante:

Section des services consultatifs
Division du développement des petites entreprises
Ministère de l'Industrie et de l'Expansion économique

Édifice Hearst, 7^e étage
900, rue Bay
Toronto (Ontario) M7A 1S8

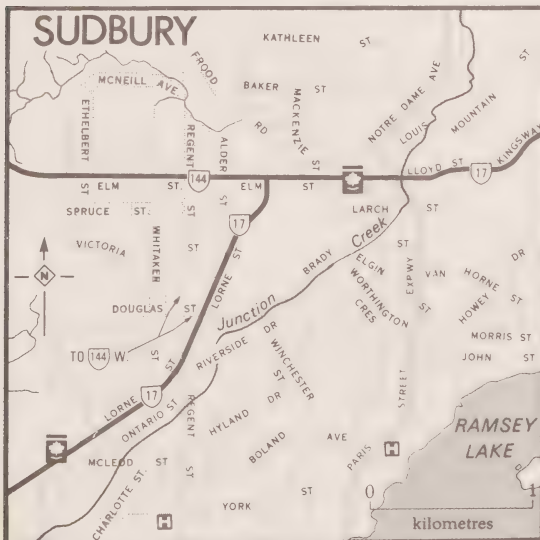
ou en téléphonant au:

Bureau du Coordonnateur des services
en langue française
Ministère de l'Industrie et de l'Expansion économique
Téléphone: (416) 965-5412

Pour le Nord de l'Ontario, demander à l'opératrice de composer le Zénith 59130.

Vous pouvez aussi consulter:
Le Centre d'information des consommateurs (en français) à Toronto
Téléphone: (416) 963-1111

Dans tout autre secteur de la province, sans frais d'appel, composer: 1-800-268-1142.



L'éducation en Ontario

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

Il existe deux systèmes scolaires subventionnés au palier élémentaire en Ontario: les écoles publiques et les écoles séparées catholiques. Il existe des écoles françaises à ces deux niveaux. Les écoles sont gérées par des conseils scolaires composés de conseillers élus au moment des élections municipales. Les écoles secondaires sont administrées par des conseils de l'éducation publics. Les conseils des écoles séparées catholiques ne peuvent gérer des écoles subventionnées que jusqu'à la 10^e année.

L'école élémentaire ou secondaire, selon le cas, est obligatoire pour tous les enfants âgés de 6 à 16 ans. La plupart des enfants fréquentent aussi le jardin d'enfants à partir de 4 ou 5 ans.

Pour inscrire votre enfant à l'école, contactez le conseil de l'éducation (Board of Education) de votre localité ou le conseil des écoles séparées catholiques (Roman Catholic Separate School Board) pour tous renseignements.

L'éducation en langue française est accessible en Ontario de la maternelle à l'université.

Nombre d'écoles:

282 écoles élémentaires séparées

13 écoles élémentaires publiques

63 écoles secondaires françaises ou mixtes.

Si vous n'êtes pas certain qu'il existe une école française dans votre localité,

vous pouvez contacter un des organismes francophones de votre région dont le nom apparaît dans la liste donnée à la fin de ce guide.

De nombreuses écoles élémentaires ont des programmes spéciaux pour enseigner l'anglais aux enfants et, après les heures de classes, des programmes d'études de la langue maternelle de l'enfant (à l'exception du français) dans des classes "heritage language". Les écoles secondaires essaient d'offrir une large gamme de possibilités qui répondent aux goûts, aux aptitudes et aux buts de chaque élève. Dans les écoles canadiennes, il y a moins de matières obligatoires que dans les écoles de nombreux autres pays. Normalement, l'école secondaire commence à la 9^e année et se poursuit jusqu'à la 12^e ou à la 13^e année. Les parents et les élèves doivent planifier avec soin les programmes d'école secondaire en collaboration avec les directeurs d'école, les enseignants et les orienteurs afin que les élèves choisissent des matières ou obtiennent des crédits dont ils auront besoin dans leur vie professionnelle ou bien pour qu'ils poursuivent leurs études après le secondaire.

Les élèves ont également de multiples possibilités de terminer leurs études en suivant des cours à temps partiel ou des cours par correspondance s'ils ne peuvent pas suivre des cours à plein temps. On peut discuter de ces méthodes avec le personnel scolaire.

Il existe aussi plusieurs associations

françaises reliées à l'éducation, dont l'école pourra vous donner les noms.

L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

En Ontario, l'enseignement postsecondaire a lieu, en général, dans des universités ou des collèges d'arts appliqués et d'enseignement technique. Pour davantage de renseignements sur les cours et établissements, prière de téléphoner ou d'écrire, en français, à l'adresse suivante pour obtenir la brochure intitulée "Tour d'horizon":

La Direction des communications
Ministère des Collèges et Universités
Édifice Mowat, Queen's Park
Toronto (Ontario) M7A 1L2
Téléphone: (416) 965-6407

(renseignements généraux)
ou (416) 965-0944 (agent d'information
bilingue du ministère)

Les adultes peuvent également poursuivre leurs études ou prendre des cours d'intérêt spécial par le biais de programmes ordinaires de jour ou le soir dans des écoles et collèges, ou par le biais de diverses agences communautaires comme le YWCA, les services municipaux de loisirs, les bibliothèques et autres organismes.

Toutefois il est à noter que toutes ces agences ou services municipaux ne peuvent vous offrir des cours en français; consultez les écoles ou collèges communautaires les plus près de chez-vous, ou consultez un des organismes francophones de votre localité.



Le logement en Ontario

LA LOCATION D'UN LOGEMENT

Au début, la plupart des immigrants s'installent dans un logement loué. Promenez-vous dans le quartier où vous désirez vous installer pour repérer les pancartes portant les inscriptions "Appartement à louer" (Apartment for Rent) ou "Chambre à louer" (Room for Rent). Vous pouvez également passer en revue les petites annonces dans les journaux, signalant les chambres, les appartements et les maisons à louer, meublés ou non meublés. S'il existe un journal communautaire dans votre langue, publié dans le quartier où vous comptez vous installer, consultez-le également. Avant de vous mettre en quête d'un logement, veillez à vous faire une idée assez précise des loyers dans les différents quartiers et des divers types de logements disponibles. N'oubliez pas de procéder à une inspection en règle avant de signer une offre de location ou un bail.

Toute discrimination fondée sur la race, la croyance, la couleur, le sexe, la nationalité, l'ascendance ou le lieu d'origine est interdite de la part des propriétaires, sauf dans le cas où le propriétaire est appelé à partager une cuisine ou une salle de bains avec les locataires. Si vous croyez avoir été victime d'une discrimination, adressez-vous à la Commission ontarienne des droits de la personne (voir section dans le chapitre "Le travail en Ontario").

La loi sur les rapports entre locataires et propriétaires, partie IV, établit et protège vos droits en tant que locataire

résidentiel, en ce qui concerne les baux, les cautions, la sous-location, la résiliation des baux, les réparations, le respect de la vie privée, la sécurité des lieux d'habitation, les expulsions et d'autres questions. On peut se procurer un exemplaire gratuit de la brochure en français, "Vos droits et obligations dans le cadre de la loi sur les propriétaires et les locataires", à la Librairie du gouvernement de l'Ontario, située au 880, rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8, ou dans les bureaux des régions désignées. On peut également se procurer la brochure "Your Rights as a Tenant" contre la somme de 0,35 \$ en s'adressant à :

Metro Tenants' Legal Services
366, rue Adélaïde est
Toronto (Ontario) M5A 3X9
Téléphone: (416) 364-1486 (service unilingue anglais)

Un contrôle des loyers a été instauré en Ontario. Les augmentations de loyer des lieux de résidence dépassant 6% annuellement peuvent être examinées par la Commission de location résidentielle (Residential Tenancy Commission), qui décide de leur bien-fondé. Pour de plus amples renseignements, s'adresser à la commission, dont on trouvera l'adresse dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique, à la rubrique "Gouvernement de l'Ontario".

La Société de logement de l'Ontario gère des habitations à loyer indexé sur le revenu pour les personnes âgées, les familles ayant charge d'enfants et les handicapés. Pour avoir droit à un logement à loyer subventionné, il faut avoir

vécu en Ontario pendant au moins un an avant la demande. S'adresser à la commission locale du logement ou au bureau le plus proche de la Société de logement de l'Ontario, pour obtenir de plus amples renseignements.

L'ACHAT D'UN LOGEMENT

Si vous décidez d'acheter une maison ou un appartement, assurez-vous les services d'un avocat. Cependant, il n'est guère prudent pour l'acheteur et le vendeur de s'adresser au même avocat; de même, on déconseille à l'acheteur de retenir l'avocat que lui recommande l'agent immobilier. Si vous cherchez un avocat bilingue, adressez-vous au service "Lawyer Referral Service" de la Law Society of Upper Canada, à Toronto, London ou Ottawa. Toronto: (416) 362-5911 (bilingue) ou l'associa-

tion des juristes de langue française de l'Ontario (adresse et numéro de téléphone donné à la fin du guide)

Il existe toute une série d'organismes qui s'occupent de procurer des hypothèques. Beaucoup de gens font une demande de prêt en vertu de la Loi nationale sur l'habitation. On peut obtenir une liste des prêteurs homologués, tels que banques, compagnies d'assurance-vie, sociétés de fiducie et de prêts, auprès du bureau local de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL), (Canada Mortgage and Housing Corporation) dont on trouvera l'adresse dans les pages blanches de l'annuaire téléphonique.

Bureau régional de l'Ontario
Téléphone: (416) 498-7300 (bilingue)
Toronto



La santé

Veillez à vous inscrire au Régime d'assurance maladie de l'Ontario (OHIP) dès votre arrivée (voir "Vos premiers jours en Ontario"). Dans certains cas, vous pouvez obtenir une exonération des primes si votre employeur n'assure pas votre protection.

Si vous éprouvez de sérieuses difficultés à payer vos primes OHIP, demandez à bénéficier d'une exonération. Cette exonération des primes peut être totale ou partielle. Vous pouvez, dans certains cas, obtenir une exonération temporaire si vous ne remplissez pas les conditions nécessaires pour un mode d'exonération totale des primes. Pour vous procurer les formules et obtenir des détails supplémentaires, adressez-vous à n'importe quel bureau régional OHIP.

LA CARTE D'IMMATRICULATION OHIP

Dès que votre assurance maladie entre en vigueur, vous recevez une carte d'identité portant votre numéro d'assurance maladie de l'Ontario. Vous produirez toujours cette carte quand vous aurez besoin de services de santé couverts.

LE RÈGLEMENT DES NOTES

La plupart des médecins réclament leurs honoraires à l'OHIP. D'autres vous présentent directement leur note. Il se peut que ces médecins exigent des honoraires plus élevés que le barème des prestations de l'OHIP. Dans ce cas, c'est à vous d'acquitter la différence.

Les médecins sont tenus de vous signaler si c'est vous qui aurez à régler leurs honoraires au lieu de l'OHIP, ainsi que de vous préciser les tarifs qu'ils pratiquent. Avant d'entamer le traitement, veillez à éclaircir ces détails avec votre médecin.

COMMENT TROUVER UN MÉDECIN

Vous trouverez un médecin de famille par l'intermédiaire d'amis, d'un service communautaire de renseignements ou d'une agence d'aide aux immigrants. Vous pouvez également vous adresser à l'Ontario Medical Association, dont vous trouverez l'adresse dans les pages blanches de l'annuaire téléphonique; on vous y donnera le nom de médecins qui acceptent de traiter de nouveaux patients. L'association met également à votre disposition un service de renseignements auquel vous pouvez téléphoner, sans frais, en composant le 1-800-268-7215. L'association dispose également d'une liste de noms de médecins francophones et bilingues. Si vous n'avez pas de médecin de famille, vous pouvez vous présenter à la consultation externe d'un hôpital. Cependant, dans ce cas, rien ne garantit que ce sera toujours le même médecin qui vous examinera.

Pour trouver un médecin de langue française, vous pouvez aussi contacter un des organismes francophones de votre localité. Ceux-ci pourront peut-être vous aider, ou communiquer avec:

L'association médicale de l'Ontario
(Section française)
240 St-Georges
Toronto (Ontario) M5R 2P4
Téléphone: (416) 925-3264

ou

L'accueil médical francophone
33, Place Halin, Bureau 103
Toronto (Ontario) M5A 4G2
Téléphone: (416) 363-3024

LA CONSULTATION CHEZ UN MÉDECIN

En vertu du régime d'assurance maladie de l'Ontario, vous avez droit à être examiné par un médecin exerçant dans un cabinet privé. Rien ne vous oblige à vous faire soigner à la consultation externe d'un hôpital. N'hésitez pas à poser des questions: il appartient à votre médecin de vous expliquer son diagnostic et de vous informer du traitement qu'il préconise. Vous devez savoir, par exemple, le traitement que vous subissez, ses résultats et ses risques éventuels et, enfin, ce qui le justifie. Cependant, il est également essentiel de ne cacher au médecin aucun renseignement qui pourrait l'aider à identifier ce dont vous souffrez. Mieux le docteur sera informé, plus il sera en mesure de déterminer le traitement qui vous convient.

LA PLANIFICATION FAMILIALE

Pour tous renseignements sur la régulation des naissances, adressez-vous à votre médecin ou à une clinique de planification familiale. La liste des clini-

ques de planification familiale se trouve dans l'annuaire téléphonique à la rubrique "Régulation des naissances" (Birth Control) ou "Planification familiale" (Family Planning). Vous pouvez également téléphoner à l'organisme "Planned Parenthood" dont le numéro de téléphone se trouve dans les pages blanches. Il existe un annuaire distribué gratuitement et intitulé "The Compendium of Family Planning Services in Ontario". On y trouve la liste de tous les centres de régulation des naissances de la province. Pour se le procurer, écrire à:

Birth Control Centre
Room 206 Campus Centre
University of Waterloo
Waterloo, Ontario N2L 3G1

Les habitants de Toronto sont priés de s'adresser au centre de régulation des naissances (Birth Center for Birth Control) à l'adresse suivante: 901, rue Bay, Toronto (Ontario) Téléphone: 966-7151, ou au centre des femmes immigrantes (Immigrant Women's Centre). Les adresses se trouvent dans l'annuaire téléphonique.

Pour des renseignements en français, contactez:
L'accueil médical francophone
(adresse donnée plus haut).

Si vos convictions vous interdisent de recourir aux méthodes habituelles de contraception, vous pourrez trouver de l'aide auprès de *Serena*. Ce groupe figure dans l'annuaire téléphonique à "Serena-Toronto".

LES URGENCES

En cas d'urgence, présentez-vous directement au service des urgences d'un hôpital. Le transport en ambulance est partiellement remboursé par l'OHIP lorsque l'état de la personne le justifie. Vous trouverez un numéro à appeler en cas d'urgence au début de votre annuaire téléphonique; vous pouvez aussi composer le '0' (zéro).

LES AUTRES SERVICES DE SANTÉ

Il existe toute une série d'autres services de santé en Ontario, outre les soins dispensés dans les hôpitaux et par les médecins.

En voici quelques-uns:

- infirmiers de santé publique
- nutritionnistes de santé publique
- cliniques de vaccination et de radiographie du thorax
- centres de pédiatrie
- soins dentaires (non remboursables par l'OHIP)
- infirmiers visiteurs
- soins à domicile
- cliniques de planification familiale
- foyers de soins infirmiers
- services psychiatriques
- régime de médicaments gratuits pour les personnes âgées et les personnes bénéficiant de l'aide sociale.

Vous pouvez obtenir un complément d'information auprès de votre médecin

ou vous adresser au service de santé publique (Public Health Department) de votre municipalité, dont vous trouverez l'adresse dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous le nom de la municipalité.

Si vous habitez Toronto ou si vous venez d'ailleurs dans la province pour rencontrer un médecin ou pour un séjour à l'hôpital et que vous ne parlez pas anglais ou pas suffisamment, vous pouvez obtenir de l'aide en contactant:

L'accueil médical francophone
33, Place Halin, Bureau 103
Toronto (Ontario) M5A 4G2
Téléphone: (416) 363-3024



Photo St. Christopher House

Les services sociaux

LES PROGRAMMES D'AIDE AUX PERSONNES À REVENUS MODESTES

Il existe deux sortes de programmes d'aide sociale en Ontario: les prestations familiales destinées à fournir une assistance à long terme et l'assistance municipale destinée à dépanner provisoirement les personnes en difficulté. Vous pouvez obtenir des renseignements auprès des services sociaux ou du bureau du bien-être social de la municipalité où vous habitez, si vous avez besoin d'un secours urgent. Le programme provincial de prestations familiales octroie une allocation mensuelle de subsistance aux personnes qui éprouvent des difficultés financières et qui, pour une raison quelconque, sont incapables de subvenir à leurs besoins ou à ceux de leur famille. Pour un complément d'information, s'adresser au bureau régional du ministère des Services sociaux et communautaires (Ministry of Community and Social Services), dont l'adresse se trouve dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique à la rubrique "Gouvernement de l'Ontario". Pour plus de renseignements en français, consultez la liste des services français donnée à la fin de ce guide.

Vous trouverez également à ce bureau de la documentation bilingue sur une série d'autres services comme, par exemple:

- la réadaptation professionnelle
- les garderies
- les services aux déficients mentaux

- les foyers et maisons de retraite pour personnes âgées

LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Pour obtenir des renseignements sur les services de protection de l'enfance, sur l'adoption et divers autres services, adressez-vous à une société d'aide à l'enfance dans votre quartier; vous trouverez une liste d'adresses à la rubrique "Aide à l'enfance" (Children's Aid) dans les pages blanches de l'annuaire téléphonique.

Pour obtenir assistance et conseils, vous pouvez également vous adresser à une association de services familiaux dans votre quartier ou vous rendre d'abord à une agence d'aide aux immigrants qui vous indiquera à quelle agence gouvernementale ou à quel ministère vous adresser.

LA PROTECTION DU REVENU POUR LES PERSONNES ÂGÉES

Il existe toute une série de régimes de protection du revenu pour les personnes âgées. Les travailleurs de l'Ontario cotisent au Régime de pensions du Canada, qui verse, en retour, des pensions de vieillesse, d'invalidité et des pensions aux survivants. Pour de plus amples renseignements, s'adresser au bureau des programmes de la sécurité du revenu, dont on trouvera l'adresse dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique à la rubrique "Gouvernement du Canada".

LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

La sécurité de la vieillesse est une pension que verse le gouvernement fédéral aux personnes légalement domiciliées au Canada, âgées de 65 ans et plus et remplissant certaines conditions.

Vous devez avoir résidé sans interruption au Canada pendant les dix ans précédant votre demande. Si vous vous êtes absenté du Canada pendant des périodes prolongées, vous conservez cependant vos droits, à condition que vous ayez vécu au Canada, avant cette période de dix ans, pendant une durée équivalant au triple des périodes d'absence, au cours des dix dernières années. Vous devez, en outre, avoir vécu au Canada pendant une année complète avant la demande.

Même si vous ne remplissez pas ces conditions de résidence, vous pouvez peut-être avoir droit à une pension partielle.

Si vous avez vécu au Canada pendant un total de 40 ans depuis votre 18^e anniversaire, vous pouvez établir ailleurs votre domicile permanent et faire votre demande de pension de l'étranger, même si vous n'avez pas passé au Canada les années précédant immédiatement votre demande. Dans ces conditions, vous avez droit à la sécurité de la vieillesse, que vous ayez ou non d'autres sources de revenu et que vous soyez ou non citoyen canadien.

Comment présenter une demande:

Vous pouvez vous procurer les formules de demande dans les bureaux de poste ou les bureaux régionaux de la sécurité de la vieillesse; il faut les renvoyer au moins six mois avant votre 65^e anniversaire. Lorsque vous faites une demande de pension, vous devez pouvoir produire des certificats attestant votre âge et votre statut de résidence. Si vous avez besoin d'aide pour remplir une demande, adressez-vous au bureau des programmes de la sécurité du revenu le plus proche. Le cas échéant, ces bureaux vous enverront un représentant à domicile.

Pour un complément d'information, s'adresser au bureau des programmes de la sécurité du revenu le plus proche, dont l'adresse se trouve dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique à la rubrique "Gouvernement du Canada" ou écrire, en français, à l'adresse suivante:

Directeur régional
Sécurité de la vieillesse
C.P. 6000, Succursale "Q"
Toronto (Ontario)
M4T 2P6
Téléphone: (416) 423-6900

Si vous téléphonez, demander un employé qui parle français. Il y a du personnel bilingue sur les lieux.

LE SUPPLÉMENT DE REVENU GARANTI

Si vous bénéficiez de la sécurité de la vieillesse et que vous n'avez que peu ou pas d'autres revenus, vous pouvez solliciter une rente supplémentaire qu'on appelle le supplément de revenu garanti.

L'ALLOCATION AU CONJOINT

Si vous avez entre 60 et 65 ans et que vous êtes marié à un pensionné recevant la pension de la sécurité de la vieillesse ainsi que le supplément de revenu garanti, vous pouvez, dans certains cas, bénéficier de l'allocation au conjoint versée par le gouvernement fédéral. Ce programme est destiné à compléter le revenu d'un couple marié dont les revenus combinés sont inférieurs au montant fédéral garanti. S'adresser au bureau des programmes de la sécurité du revenu le plus proche pour obtenir des renseignements plus détaillés sur le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint.

LE RÉGIME DE REVENU ANNUEL GARANTI (GAINS)

Le régime de revenu annuel garanti de l'Ontario garantit un revenu annuel minimum aux ayants droit domiciliés en Ontario, âgés de 65 ans et plus.

Il n'est pas nécessaire de faire de demande. Le droit au régime GAINS est automatique si les pensionnés remplissent les critères d'âge, de revenu et de résidence.

Vous pouvez obtenir des renseignements en 17 langues dont le français en écrivant au ministère du Revenu, Direction du revenu garanti et des crédits d'impôt, 33 ouest, rue King, Oshawa (Ontario) L1H 1A1

- en téléphonant au 965-8470, dans le grand Toronto
- en demandant au téléphoniste Zenith 8-2000 dans la région de l'indicatif 807
- en composant le 1-800-268-7121 dans les autres régions. (Service bilingue)

Les personnes domiciliées en Ontario âgées de 65 ans et plus peuvent se procurer une carte de personne âgée, qui leur donne droit à l'entrée gratuite ou à prix réduit à une série de spectacles, ainsi qu'à des tarifs spéciaux dans les transports en commun et aux médicaments gratuits. Pour se la procurer, vous pouvez écrire en français à l'adresse suivante:

Carte de personne âgée de l'Ontario (Ontario Senior Citizen's Privilege Card)

Ministère de la Santé

C.P. 21,000, Succursale "A"

Toronto (Ontario) M5W 1Y5

ou à n'importe quel bureau régional OHIP

Service en français dans les régions désignées.

Votre budget

MONTER SON MÉNAGE

Il existe mille façons de se procurer à bon marché du mobilier et d'autres articles de ménage:

- Surveillez les soldes à la fin de chaque saison. La plupart des articles ménagers sont soldés en janvier. Les soldes sont signalés par des réclames dans les quotidiens.
- Vous pouvez souvent acheter des meubles d'occasion dans des magasins tenus par des associations religieuses ou bénévoles comme l'Armée du Salut, la Société St-Vincent-de-Paul ou la Société Goodwill.
- Dans les journaux, consultez les annonces classées proposant des meubles et d'autres articles d'occasion.

LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Réfléchissez bien avant de signer un contrat quelconque pour vous procurer du crédit ou des biens. Vous pouvez ouvrir un compte de crédit auprès de certaines entreprises pour acheter des biens à tempérament. Si vous payez régulièrement vos mensualités, vous n'avez généralement aucuns frais supplémentaires à verser, mais si vous laissez s'accumuler les arriérés, vous aurez à payer des intérêts très élevés. Vous pouvez parfois acheter un article au moment opportun en le réglant par mensualités à une entreprise ou à une société de financement. Lorsque vous achetez à crédit, veillez à ce que l'article dure plus longtemps que les paiements.

Si vous achetez à un colporteur ou à un vendeur itinérant quelque chose dont la valeur dépasse 50 \$, et qu'ensuite vous changez d'avis, vous pouvez annuler le contrat en le notifiant au vendeur, par écrit, dans les deux jours ouvrables qui suivent. Dans ce cas, envoyez votre lettre en recommandé ou remettez-la vous-même en mains propres.

Sur tous les contrats s'élevant à plus de 50 \$, doivent figurer le nom et l'adresse du vendeur, la description complète des biens et services ainsi que le détail des modalités de paiement.

Si vous avez été victime de pratiques déloyales de la part d'un vendeur ou d'un magasin, vous pouvez porter plainte en écrivant ou en téléphonant au Bureau des services au consommateur (Consumer Services Bureau) le plus proche, dont vous trouverez l'adresse dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique à la rubrique "Gouvernement de l'Ontario".

Si vous ne pouvez vous exprimer en anglais, contactez le Centre d'information aux consommateurs, aux numéros suivants:

Toronto: (416) 963-1111 (bilingue)
Services en français, ailleurs en Ontario,
composez sans frais d'appel:
1-800-268-1142

LES BANQUES, SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

Les banques et les sociétés de fiducie

offrent tout un éventail de services, y compris divers types de comptes, comme le compte-chèques, le compte d'épargne et le compte-chèques d'épargne et aussi le paiement des factures des services publics, la location de coffres-forts, les chèques de voyage, les prêts et hypothèques. Certaines personnes peuvent s'affilier à une coopérative de crédit par le biais de leur employeur ou de leur adhésion à une autre association. Ces organismes sont détenus et exploités par leurs membres, ce qui leur permet d'offrir des services bancaires à faible coût.

LES ASSURANCES

À un moment ou un autre de leur vie, la plupart des gens souscrivent une assurance-vie, une assurance-automobile, une assurance foyer ou une assurance invalidité. Avant de vous décider, renseignez-vous auprès de plusieurs compagnies, car il existe nombre de formules et d'avantages divers. Pour plus de renseignements sur les assurances, vous pouvez écrire au:

Service des assurances
Division des institutions financières
Ministère de la Consommation et du Commerce
6^e étage, 555, rue Yonge
Toronto (Ontario) M7A 2H6
Téléphone: (416) 963-1111

ou le

1-800-268-1142 (Centre d'information aux consommateurs)

LES TAXES ET LES IMPÔTS

Les habitants de l'Ontario paient divers types de taxes et d'impôts:

- l'impôt sur le revenu, fédéral et provincial
- la taxe de vente, fédérale (comprise dans le prix des articles) et provinciale (7%, en sus du prix des articles ou des services, 10% sur les boissons alcoolisées et les notes de restaurant)
- l'impôt foncier, versé à la municipalité par tous les propriétaires fonciers. (Les locataires en paient une partie par le biais du loyer.)

Le gouvernement de l'Ontario a institué deux régimes de crédits d'impôts pour aider les économiquement faibles et les personnes âgées. Pour plus de renseignements, vous pouvez vous adresser, en français, au:

Ministère du Revenu de l'Ontario
Direction du revenu garanti et des crédits d'impôts
33 ouest, rue King
Oshawa (Ontario) L1H 1A1

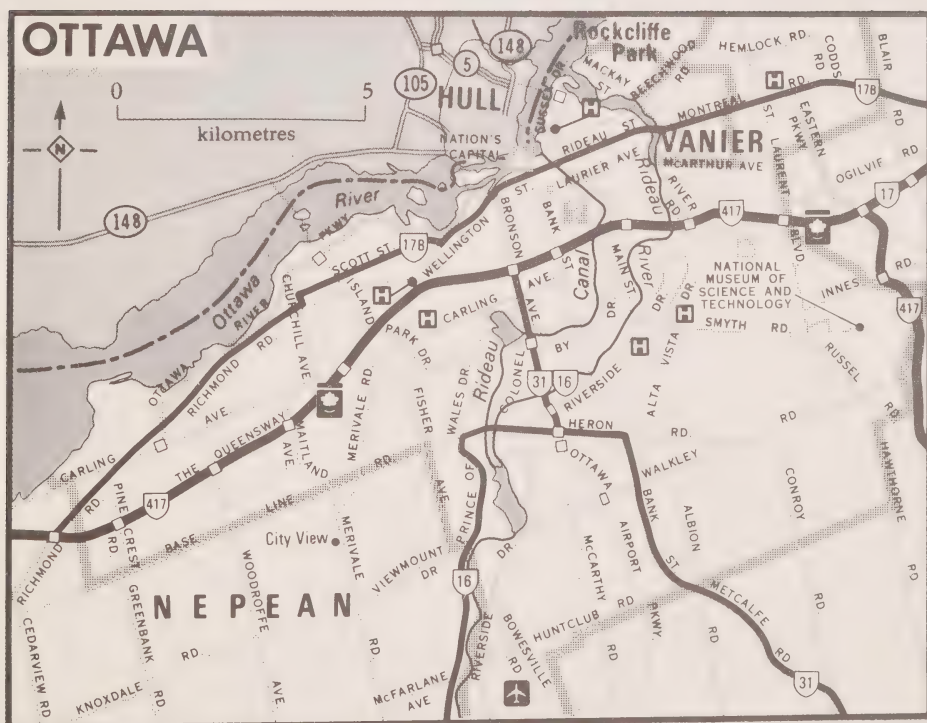
Téléphone: Communauté urbaine de Toronto: 965-8470
Secteur du code régional 807, demandez à la téléphoniste de composer Zénith 82000

Autre secteur de la province:
1-800-268-7121 (sans frais d'appel)

LA DÉCLARATION D'IMPÔT

Il existe dans bon nombre de villes des

centres d'information sur l'impôt sur le revenu, où des spécialistes peuvent vous aider à remplir votre déclaration. Dans certains de ces centres se trouvent des interprètes, pour aider les personnes qui ne parlent pas l'anglais. Pour plus de renseignements, adressez-vous à l'agence d'aide aux immigrants, à un centre d'information de votre communauté ou à un des organismes francophones de votre localité dont le nom apparaît à la fin de ce guide.



Le droit en Ontario

Au Canada, le gouvernement fédéral a l'initiative des lois en matière criminelle alors que l'administration de ces lois est du ressort provincial!

LE DROIT CRIMINEL ET VOS DROITS

Tout policier peut arrêter une personne qui, d'après ses constatations, est en train de commettre une infraction criminelle. Dans les autres cas, un policier ne peut procéder à une arrestation que s'il y a de fortes présomptions qu'une infraction ait été commise ou soit sur le point d'être commise.

On a le droit de passer devant un tribunal où on peut témoigner en français et être compris sans intermédiaire, et ceci dans tout l'Ontario. Cela sera accordé automatiquement sur demande.

Si vous êtes interrogé par la police, tous vos dires peuvent être consignés par écrit et retenus comme preuve à votre procès. Pour qu'une déclaration soit admissible devant le tribunal, le procureur général doit prouver qu'il a la quasi-certitude que cette déclaration a été faite volontairement. Si vous êtes accusé d'un crime, il est très important d'avoir recours à un avocat, soit par l'intermédiaire de l'aide juridique, soit directement.

Toute personne inculpée d'une infraction criminelle a le droit de prendre un avocat. Si elle ne le peut pas, le tribunal désignera un avocat pour représenter cette personne. Si l'accusé remplit les conditions d'obtention de l'aide juridi-

que, l'avocat désigné réclamera l'ajournement du procès pour permettre à l'accusé de trouver un avocat. On peut se procurer la liste des avocats d'aide juridique auprès de la "County Law Society" de chaque comté de l'Ontario. Dans 12 régions de la province, y compris la Communauté urbaine de Toronto, on a le droit d'être jugé par un tribunal qui comprend le français. Cela est accordé automatiquement mais il faut en faire la demande le plus tôt possible.

Les jeunes de moins de 16 ans, accusés de crime, ne sont pas, en règle générale, jugés devant un tribunal ordinaire, mais plutôt devant un tribunal provincial, division familiale, où les dossiers restent confidentiels. Tout adolescent jugé devant le tribunal familial gardera un casier judiciaire vierge.

LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CAUTION

Dans de nombreux cas, une personne peut être mise en liberté sous caution après avoir été inculpée, soit par un policier, soit par un juge, suivant l'importance de l'accusation ou les antécédents du présumé coupable. Si le juge considère qu'il n'y a pas lieu d'accorder la liberté sous caution à un accusé, il établira un avis de détention. Quand l'accusé a obtenu la liberté sous caution, il est tenu de comparaître à son procès.

LE DROIT CIVIL

Si une question juridique ne relève pas

du Code criminel ou d'autres lois criminelles, elle tombe alors sous le coup du droit civil. Les sources du droit civil peuvent être les lois fédérales ou provinciales, les arrêtés municipaux et le "common law", tel qu'il ressort de la jurisprudence. Le droit civil varie d'une province à l'autre. Il permet à toute personne de demander au tribunal réparation des torts causés par un tiers, une entreprise ou un organisme. Dans la plupart des cas, il est recommandé de faire appel à un avocat, soit pour engager des poursuites, soit pour se défendre dans une affaire civile. Si la somme en litige ne dépasse pas 1 000 \$ (3 000 \$ dans l'agglomération de Toronto), la personne peut se passer d'avocat devant le tribunal des petites créances. On remet seulement à la personne un formulaire; l'objet de la requête y est inscrit et ensuite présenté devant le tribunal qui signifie le formulaire au défendeur. Ce dernier doit ensuite envoyer au tribunal un avis de contestation dans un délai de dix jours, avec motifs à l'appui. Un exemplaire de ce document est envoyé à la personne qui a déposé la requête à l'origine. À défaut de ce faire, la requête initiale est maintenue.

Les documents peuvent être présentés en français dans 12 régions de la province, y compris la Communauté urbaine de Toronto.

Si vous comparez devant un tribunal, vous pouvez assurer votre propre défense. Cependant, il se peut que vous souhaitiez avoir recours à un avocat, précisément si la requête met en cause une entreprise. Vous pouvez demander

conseil à des services d'aide juridique tenus par des étudiants en droit.

Pour obtenir l'aide juridique, prière de consulter les pages blanches de l'annuaire téléphonique à la rubrique "Aide juridique" (Legal Aid). On peut se faire communiquer le nom d'un avocat francophone. Ci-dessous figure la liste de quelques organismes auxquels on peut s'adresser pour certains problèmes juridiques:

- Si vous estimez qu'un policier de Toronto vous a fait subir un mauvais traitement, portez plainte au:

Public Complaint Investigation Bureau
3080, rue Yonge, Bureau 2054
Toronto (Ontario) M4N 2K6
Téléphone: (416) 967-2367

- Si vous jugez que vous avez été victime d'un traitement discriminatoire, adressez-vous à:

La Commission ontarienne des droits de la personne (Ontario Human Rights Commission)
Ministère du Travail
440, avenue University, 12^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1T7
Téléphone: (416) 965-6841 (unilingue anglais)

On peut cependant se procurer le Code des droits de la personne, en français, en écrivant à l'adresse ci-haut mentionnée.

Pour plus de renseignements en français, contactez le:

Coordonnateur des services en français
Téléphone: (416) 965-7795

- Si vous avez besoin de conseils dans le cadre de démêlés avec un ministère du gouvernement de l'Ontario, après avoir éventuellement exercé tout droit d'appel ou de révision, écrivez ou téléphonez, en français, à:

L'ombudsman
125, Queen's Park
Toronto (Ontario) M5S 2C7
Téléphone: (416) 596-3300



Renseignements concernant les immigrantes

LES AGENCES D'AIDE AUX IMMIGRANTS

Les agences d'aide aux immigrants peuvent souvent résoudre un grand nombre de problèmes auxquels peuvent être confrontées les immigrantes. Elles peuvent également vous mettre en contact avec les associations de femmes de votre région. À la fin de cette brochure figure la liste des agences d'aide aux immigrants de l'Ontario. Adoptez une agence et apprenez à connaître vos droits et les moyens communautaires à votre disposition.

Notez cependant, qu'à l'exception des régions désignées, la plupart de ces agences n'ont pas le personnel requis pour vous répondre en français; si vous désirez entrer en contact avec des associations francophones, consultez la liste des associations et agences de langue française donnée à la fin de ce guide.

LA FORMATION

Si vous désirez vous perfectionner, de nombreuses agences de l'Ontario offrent une assistance particulière aux femmes. Adressez-vous à votre agence d'aide aux immigrants ou à votre centre d'information communautaire. À Toronto, par exemple, les services d'emploi du bureau Emploi et Immigration Canada offrent un service bilingue et spécialisé pour les nouveaux Ontariens. Adressez-vous au: 20 ouest, avenue Eglinton
Téléphone: 487-2427.

L'EMPLOI

À condition de posséder les qualifications requises, vous êtes en droit de travailler dans le secteur qui vous plaît. L'employeur n'a pas le droit de commettre d'injustice à votre égard ou de refuser de vous embaucher sous prétexte que vous êtes une femme. Si vous estimez avoir été victime d'un traitement discriminatoire, vous pouvez porter plainte auprès de la Commission ontarienne des droits de la personne. Voir la section de cette brochure intitulée "Le droit en Ontario" pour avoir l'adresse et le numéro de téléphone de la Commission.

LE BUREAU DE LA MAIN-D'OEUVRE FÉMININE DE L'ONTARIO

Les immigrantes risquent particulièrement de se faire exploiter sur le marché du travail, en raison de leurs difficultés avec la langue ou de leur méconnaissance de la législation du travail en Ontario. Le Bureau de la main-d'oeuvre féminine distribue gratuitement des brochures sur les droits des travailleurs et les débouchés; on peut obtenir ces brochures dans plusieurs langues, dont le français. Pour plus de renseignements, s'adresser en anglais ou en français, au:

Bureau de la main-d'oeuvre féminine de l'Ontario
Ministère du Travail
400, avenue University, 15^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1T7
Téléphone: (416) 965-1537

LES GARDERIES

Pour les femmes qui désirent travailler, mais qui ont des enfants, la garde des enfants constitue un problème crucial. Pour connaître les possibilités de garderies d'enfants, prière de s'adresser aux centres d'information de la région ou au bureau régional du ministère des Services sociaux et communautaires, dont les adresses figurent à la rubrique "Gouvernement de l'Ontario" dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique.

Vous pouvez aussi contacter un des organismes francophones de votre communauté dont le nom apparaît à la fin de ce guide.

LA SANTÉ

Pour tout renseignement sur les possibilités de soins, voir la section sur les services de santé.

LES FOYERS

Si vous avez des ennuis conjugaux, si vous avez un problème de logement ou si votre mari vous maltraite, vous pouvez trouver refuge dans les foyers situés dans la plupart des villes de l'Ontario. Bon nombre d'entre eux acceptent également les enfants. Pour trouver un foyer, on peut se renseigner auprès d'un centre d'information communautaire, d'un YWCA ou d'une organisation féminine. On peut également consulter l'annuaire téléphonique à la rubrique "Foyers" (Distress Centres) ou

"Femmes" (Women) pour trouver les services d'information et d'orientation.

Ces services vous seront offerts pour la plupart en anglais; toutefois, si vous habitez une des régions où l'on trouve une importante concentration de francophones, vous pourrez obtenir un service en français. Consultez la liste donnée à la fin de ce guide.

COMMENT OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS

Pour plus de renseignements sur les nombreux aspects de la vie des femmes en Ontario, on peut consulter l'annuaire téléphonique à la rubrique "Femmes" (Women) et chercher à "Information" et à "Orientation" (Referral). On peut également obtenir des renseignements dans les centres d'information communautaires et dans les YWCA.

Veillez noter que dans la plupart de ces endroits l'information vous sera donnée en anglais uniquement. Pour des informations en français, consultez la liste des organismes francophones dont le nom apparaît à la fin de ce guide.

L'automobile

POUR APPRENDRE À CONDUIRE

Il faut être en possession d'un permis de classe "L" ou permis d'apprentissage pour apprendre à conduire. Pour obtenir des demandes de permis de conduire, on peut s'adresser à n'importe quel bureau d'examen du permis de conduire du ministère des Transports et des Communications. Ces bureaux sont répertoriés dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique à la rubrique "Gouvernement de l'Ontario" à "Ministère des Transports et des Communications" (Ministry of Transportation and Communications).

On peut également se procurer gratuitement un exemplaire du Guide de l'automobiliste dans un bureau d'examen du permis de conduire. Cette brochure explique la réglementation routière et les bonnes habitudes de conduite en Ontario.

Le guide de l'automobiliste est disponible en anglais et en français.

LES DIFFÉRENTS PERMIS DE CONDUIRE

Pour conduire la plupart des véhicules, il faut être titulaire d'un permis de conduire général (classe "G"). Pour conduire une motocyclette, une camionnette pouvant transporter dix passagers ou plus, un camion ou un autobus, il faut être titulaire d'un permis de conduire spécial. Pour plus de renseignements, prière de s'adresser à n'importe quel bureau d'examen du permis de conduire ou au ministère des Transports et des Communications.

L'ACHAT D'UNE VOITURE D'OCCASION

L'achat d'une voiture d'occasion présente des risques; cela revient moins cher, mais les réparations s'avèrent parfois très coûteuses. Il est indispensable de faire examiner la voiture avant de s'engager. Selon vos préférences, faites inspecter le véhicule dans un poste d'inspection de véhicules à moteur autorisé ou par un mécanicien en qui vous avez confiance. "The Ontario Motor League" garantit une inspection complète et sérieuse de toute voiture pour une somme de 35 \$.

En vertu de la loi, toute voiture d'occasion immatriculée doit être reconnue en état de marche par un mécanicien agréé avant d'être vendue. On ne peut immatriculer la voiture à son nom sans ce certificat. Le ministère des Transports et des Communications de l'Ontario (Ministry of Transportation and Communications) doit être avisé du changement de propriétaire d'une voiture dans un délai de six jours.

Le ministère de la Consommation et du Commerce met une brochure à votre disposition. Pour plus de renseignements, contactez le:

Centre d'information des consommateurs
Téléphone: 963-1111 (Toronto)
ou le 1-800-268-1142 (sans frais d'appel)

LA SÉCURITÉ AU VOLANT

La ceinture de sécurité:

La plupart des voitures sont munies de ceintures pour la sécurité des passagers. Le port de ceintures de sécurité par le chauffeur et les passagers est obligatoire. Toute infraction à cette règle est passible d'une amende.

La conduite en hiver:

Des précautions spéciales s'imposent en hiver. Vos amis vous donneront sans doute de précieux conseils, sinon adressez-vous à une station-service de votre quartier. Vous pouvez également contacter "The Ontario Motor League", si vous en êtes membre.

LE SYSTÈME DE POINTS DE DÉMÉRITE

Le système de points de démerite a été mis en place pour limiter les accidents occasionnés par une conduite imprudente ou dangereuse. Toutes les condamnations sont consignées et vous accumulez un certain nombre de points pour chaque infraction, suivant un barème de points de démerite. Les points restent inscrits dans votre dossier pendant deux ans. On peut vous attribuer deux points pour un virage incorrect ou sept points pour avoir quitté les lieux d'un accident.

Les infractions au stationnement ne donnent pas de points de démerite. Consultez le Guide de l'automobiliste

pour connaître la liste des infractions et les points de démerite correspondants.

Si vous totalisez six points, vous recevez une lettre d'avertissement du ministère des Transports et des Communications. Si vous totalisez neuf points, vous devez assister à une entrevue et invoquer des raisons valables justifiant que votre permis de conduire ne doit pas être suspendu. Si vous totalisez 15 points, votre permis de conduire est suspendu pendant 30 jours et il vous est ensuite rendu mais il vous reste sept points dans votre dossier. Si vous atteignez 15 points une deuxième fois, votre permis est suspendu pendant six mois.

LES ACCIDENTS

Si vous êtes impliqué dans un accident, vous devez vous arrêter. Le fait de quitter les lieux sans porter secours aux personnes accidentées constitue une infraction grave et, si on vous le demande, vous devez laisser par écrit vos nom et adresse, ainsi que les nom et adresse du propriétaire inscrit du véhicule, à la personne qui a subi des dommages ou des blessures, à un témoin ou à un policier. Si les dégâts ne sont pas trop importants, il faut dégager les véhicules dès que possible pour ne pas gêner la circulation. Si l'accident provoque des blessures ou des dégâts matériels estimés à plus de 400 \$, le commissariat de police municipal ou provincial le plus proche doit en être avisé. Il est souvent déconseillé de déplacer un blessé. Attendez l'arrivée de la police ou de l'ambulance.

L'ASSURANCE-AUTOMOBILE

L'assurance-automobile est obligatoire. En vertu de la loi du 1^{er} mars 1981, tout véhicule à moteur qui prend la route doit être couvert par une assurance de responsabilité d'au moins 200 000 \$. Tout automobiliste qui enfreint cette loi commet un délit très grave, passible d'amendes de 500 \$ à 2 500 \$, de la suspension du permis de conduire et de la saisie du véhicule.

Pour plus de renseignements, s'adresser au:

Centre d'information des consommateurs
555, rue Yonge, rez-de-chaussée
Toronto (Ontario) M7A 2H7
Téléphone: (416) 963-1111

ou le 1-800-268-1142 (sans frais d'appel)



Les sièges pour enfants tels que celui-ci aident à protéger les enfants contre les blessures. Une nouvelle loi de l'Ontario exige que les parents attachent les enfants dans des sièges de sécurité appropriés. Pour de plus amples détails, mettez-vous en rapport avec le ministère des Transports et des Communications (416-248-3501).

La culture et les loisirs

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIVITÉS CULTURELLES ET DE LOISIRS

Pour tout renseignement sur les manifestations culturelles et les loisirs dans la région, on peut s'adresser à un centre d'information communautaire (community information centre), à une agence d'aide aux immigrants (immigrant aid agency), à une bibliothèque du quartier (library) ou à un service municipal de loisirs (municipal recreation department). On peut également consulter la rubrique "Entertainment" (divertissement) des quotidiens pour trouver des informations toutes fraîches sur les manifestations qui ont lieu chaque semaine dans la région.

Si vous désirez savoir ce qui se passe en français dans votre localité, contactez une des associations francophones dont le nom vous est donné à la fin; celle-ci pourra vous mettre en contact avec un représentant d'un groupe social de votre localité ou syntonisez une des stations françaises de la Société Radio-Canada dont les indicatifs et numéro de téléphone apparaissent dans la liste.

Pour plus de renseignements sur les loisirs en Ontario, les campings, l'hébergement et les manifestations, s'adresser à:

Tourisme Ontario
Queen's Park
Toronto (Ontario) M7A 2E5
Téléphone: (416) 965-3448 (en français)
— (frais virés acceptés)

En dehors de la zone téléphonique de Toronto, composez 1-800-268-3736.

LES CENTRES COMMUNAUTAIRES ET DE LOISIRS

Parmi les installations offertes par les centres de loisirs (recreation centres), on trouve parfois une piscine, un gymnase, des jeux de société et des ateliers d'artisanat. Ces centres sont ouverts au public pendant toute l'année. Les associations communautaires peuvent également s'en servir comme lieu de réunion.

LE MULTICULTURALISME EN ONTARIO

Le ministère des Affaires civiques et culturelles joue un rôle primordial au sein du gouvernement de l'Ontario pour favoriser le multiculturalisme et le civisme dans la province. La Direction des relations civiques vient en aide aux associations et aux projets communautaires cherchant à promouvoir les échanges culturels et à encourager les citoyens à participer aux activités communautaires. La Direction met également à la disposition des associations communautaires de nombreuses ressources, entre autres des livres et des films à prêter.

Pour plus de renseignements, s'adresser à:

La Division des relations civiques et multiculturelles
77 ouest, rue Bloor, 5^e étage
Toronto (Ontario) M7A 2R9
Téléphone: (416) 965-2506 (Bureau du coordonnateur des services en langue française)



Photographe: Lorna Moor



“Maria Chapdelaine”, Théâtre du P’tit Bonheur
Photographe: Richard Dybon-Smith

L'immigration

Pour pouvoir résider en permanence légalement au Canada, il faut présenter une demande de visa d'immigration auprès d'une ambassade, d'un consulat ou d'un haut-commissaire à l'étranger. Un résident permanent ou un citoyen canadien peut aider un membre de sa famille proche ou un parent à obtenir le statut de résident permanent. Les réfugiés bénéficient d'un statut spécial en vertu de la nouvelle Loi sur l'immigration.

LA SÉLECTION DES IMMIGRANTS

La sélection des immigrants se fonde sur les chances de réussite de leur intégration au Canada. Ils se répartissent en quatre grandes classes admissibles. Les voici:

1. La famille

Tout citoyen canadien ou résident permanent, âgé de 18 ans révolus, peut parrainer la demande d'immigration des personnes suivantes:

- son époux ou épouse;
- son fiancé ou sa fiancée et ses enfants célibataires, âgés de moins de 21 ans;
- ses fils et filles non mariés, âgés de moins de 21 ans;
- ses parents et grands-parents, âgés de 60 ans révolus, ou moins s'ils sont incapables de travailler ou veufs, et les personnes à charge qui les accompagnent;
- ses frères, sœurs, neveux, nièces et petits-enfants de moins de 18 ans, orphelins et non mariés;
- ses enfants adoptés, si au moment de

l'adoption ils avaient moins de 13 ans et si, au moment de la demande, ils sont célibataires et âgés de moins de 21 ans;

- des enfants orphelins ou abandonnés, âgés de moins de 13 ans et qui vont être adoptés par la suite.

Si un résident permanent ou un citoyen canadien n'a ni époux ou épouse, ni fils, ni fille, ni frère, ni sœur, ni neveu, ni nièce, ni père, ni mère, ni grands-parents, ni oncle, ni tante qui soit citoyen canadien ou résident permanent ou admissible à parrainer une demande d'immigration, il peut parrainer la demande d'un quelconque de ses parents, quel que soit l'âge de ce dernier ou le lien de parenté qui les unit. Un citoyen canadien domicilié au Canada peut parrainer la demande d'un parent, quel que soit son âge.

Celui qui parraine une personne en tant que membre de sa famille doit assumer entièrement la responsabilité de son entretien pendant une période pouvant aller jusqu'à dix ans. Dans certains cas, on peut décliner un parrainage dans des circonstances exceptionnelles. En de telles circonstances, la personne parrainée ne risque en aucune façon l'expulsion. Elle peut obtenir une aide pécuniaire grâce aux prestations familiales ou aux programmes généraux de bien-être social exposés dans le chapitre sur les services sociaux.

2. Les immigrants indépendants

On désigne comme immigrants indépendants ceux auxquels le préposé aux visas attribue suffisamment de points

pour qu'ils puissent s'installer au Canada, sans l'aide d'un parent.

3. Les parents assistés

Tout citoyen canadien ou résident permanent âgé de 18 ans révolus peut favoriser l'entrée au Canada de parents faisant partie de l'une des catégories suivantes, ainsi que de leur conjoint et de leurs enfants non mariés de moins de 21 ans:

- fils et filles de plus de 21 ans;
- fils et filles mariés de moins de 21 ans;
- frères et soeurs;
- parents et grands-parents de moins de 60 ans;
- neveux, nièces, oncles, tantes et petits-enfants.

Cette personne doit prouver que sa situation financière lui permet de subvenir aux besoins vitaux du parent qui immigrer. Ce parent n'en doit pas moins répondre à certains critères et obtenir un certain nombre de points. Ce sera pour lui un atout si on lui a déjà trouvé un emploi, s'il possède des qualifications professionnelles ou s'il existe des débouchés dans son domaine. Les immigrants parrainés ou assistés peuvent profiter de la plupart des programmes de Main-d'oeuvre Canada, lorsque les circonstances le justifient.

4. Les réfugiés

La nouvelle Loi sur l'immigration donne une définition du mot réfugié conforme à celle qu'a établie la Con-

vention des Nations-Unies relative au statut des réfugiés. "Aux termes de la Convention, réfugié désigne toute personne qui, par crainte justifiée d'une persécution due à sa race, sa religion, sa nationalité, son appartenance à un groupe social particulier ou ses opinions politiques a) se trouve à l'extérieur du pays dont il est ressortissant et ne peut, ou, sous l'effet de la crainte, ne veut jouir de la protection de ce pays, ou b) n'ayant pas de pays dont il soit ressortissant, se trouve en dehors du pays où il était précédemment domicilié et ne peut, ou, sous l'effet de la crainte, ne veut retourner dans ce pays."

Les réfugiés seront évalués selon leurs chances d'intégration à la vie canadienne, compte tenu de l'aide que procureront à leur installation le gouvernement et d'autres organismes indépendants. La loi stipule également les conditions d'admission des personnes déplacées et persécutées, dont la situation ne correspond pas exactement à la définition de réfugié donnée par les Nations-Unies, dans des conditions analogues à celles des réfugiés, dans des circonstances spéciales. La nouvelle loi protège les réfugiés contre l'expulsion. Pour plus de renseignements sur la façon dont les associations peuvent aider l'admission de réfugiés au Canada, s'adresser aux bureaux d'Emploi et Immigration Canada, dont on trouvera l'adresse dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique, à la rubrique "Gouvernement du Canada".

LES CLASSES INADMISSIBLES

Certaines personnes se voient refuser l'entrée au Canada. Par exemple :

- les personnes atteintes d'affections ou de maladies susceptibles de mettre en danger la santé et la sécurité publiques ou de grever trop lourdement les budgets de la santé et des services sociaux;
- les personnes qui sont incapables ou qui refusent de subvenir à leurs besoins ou à ceux des personnes qu'ils ont à charge, à moins que d'autres dispositions n'aient été prises pour leur entretien;
- les personnes reconnues coupables de certaines infractions.

Pour plus de détails sur ces classes, adressez-vous au Centre d'Immigration Canada le plus proche.

LES VISITEURS

On appelle visiteur la personne qui séjourne légalement au Canada ou qui désire s'y rendre sans intention de s'y installer définitivement. Voici certaines des dispositions de la loi en ce qui concerne les visiteurs :

- À moins d'une permission écrite, un visiteur ne peut séjourner au Canada pendant plus de trois mois après la date de son entrée.
- Tous les visiteurs qui désirent faire des études ou travailler temporairement au Canada doivent en obtenir l'autorisation de l'étranger.
- Un agent d'immigration peut imposer des stipulations et des conditions lors-

qu'il admet un visiteur, même si cela n'a pas été spécifié lors de l'octroi du visa de visiteur. Ces conditions peuvent concerner l'emploi, la durée du séjour, les examens médicaux et d'autres aspects.

- Un agent principal d'immigration peut exiger le versement d'une caution de la part d'un visiteur. Si le visiteur n'obéit pas aux stipulations et conditions d'entrée, cette caution sera confisquée.
- On peut demander à un visiteur de prouver qu'il s'agit véritablement d'une visite et qu'il n'a nullement l'intention de s'établir illégalement dans le pays.
- Quiconque emploie sciemment un visiteur qui n'a pas reçu l'autorisation de travailler est passible d'une amende jusqu'à concurrence de 5 000 \$, ou d'une peine d'emprisonnement de deux ans, ou des deux sanctions.

Les visiteurs sont censés avoir suffisamment d'argent pour subvenir à leurs besoins pendant la durée de leur séjour; ceux qui désirent faire des études ou travailler temporairement doivent en obtenir l'autorisation à l'étranger avant d'entrer dans le pays.

Les visiteurs qui séjournent au Canada peuvent être expulsés s'ils commettent certaines infractions mineures ou graves. Tout agent de la paix ou agent d'immigration peut arrêter et garder à vue, sans mandat, un visiteur qui a pénétré, travaillé ou séjourné illégalement au Canada.

MOTIFS DE RENVOI DES RÉSIDENTS PERMANENTS

Les résidents permanents sont évidemment tenus de respecter les lois canadiennes. Seules des infractions graves, pouvant faire l'objet de procédures d'appel, peuvent provoquer l'expulsion des résidents permanents. En général, vous n'avez donc rien à redouter de menaces d'expulsion si elles n'émanent pas des autorités.

Si un agent d'immigration soupçonne un résident permanent d'avoir enfreint certaines conditions, il est tenu d'envoyer un rapport au sous-ministre. Le sous-ministre, à son tour, s'il considère les soupçons justifiés, peut ordonner une enquête. Voici une liste des infractions susceptibles d'entraîner une ordonnance d'expulsion à l'endroit d'un résident permanent:

- avoir désobéi aux stipulations et conditions en vertu desquelles on a obtenu la réception;
- avoir exercé ou provoqué des activités subversives violentes contre n'importe quel gouvernement;
- être reconnu coupable d'une infraction passible d'une peine maximum de 5 ans ou plus d'emprisonnement ou d'une peine ferme d'emprisonnement de plus de 6 mois;
- avoir extorqué son visa de réception en produisant des documents falsifiés;
- avoir volontairement refusé de subvenir à ses propres besoins ou à ceux des personnes à sa charge pendant son séjour au Canada.

L'enquête d'immigration

Avant la délivrance d'une ordonnance d'expulsion, un agent principal d'immigration procède à une enquête. La personne faisant l'objet de l'enquête (qu'il s'agisse d'un immigrant ou d'un visiteur au Canada) doit être avisée de son droit à être représentée par un avocat ou un autre conseiller. Elle a également droit à un interprète. L'enquête se déroule à huis clos, à moins que la personne concernée ne demande expressément ou ne consente à ce qu'elle soit publique, et que le juge y consente également. Les personnes âgées de moins de 18 ans sont représentées par un parent ou un tuteur.

Lorsqu'une ordonnance d'expulsion est remise à la personne, cette dernière doit être avisée des motifs. Le juge doit aviser un résident permanent, un réfugié ou une personne en possession d'un visa, de son droit d'appeler de la décision auprès de la Commission d'appel de l'immigration.

L'APPEL

La Commission d'appel de l'immigration reçoit les appels des résidents permanents, des personnes en possession d'un visa valide d'immigrant ou de visiteur délivré à l'étranger et des personnes reconnues comme réfugiés. Quiconque interjette appel ou compte interjeter appel, soit devant la Commission d'appel de l'immigration, soit devant la Cour fédérale d'appel, doit s'assurer les services d'un homme de loi. Dans certains cas, il faut interjeter ap-

pel dans les 24 heures. Pour bénéficier des services communautaires d'aide juridique, s'adresser à l'un des services d'aide juridique dont on trouvera les adresses à la rubrique "Aide juridique" (Legal Aid) dans l'annuaire téléphonique.

L'AIDE PÉCUNIAIRE D'URGENCE

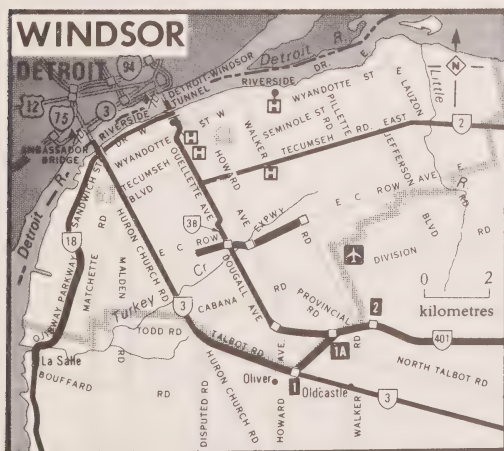
Les immigrants indépendants qui, avant d'obtenir un emploi permanent, éprouvent des difficultés à subvenir aux besoins de base tels que l'alimentation, l'habillement et le logement, peuvent, dans certains cas, obtenir une subvention ou un prêt auprès d'un Centre d'emploi du Canada. Ils peuvent également, dans certains cas, obtenir une aide pécuniaire destinée à payer en partie certains articles comme vêtements de travail, outillage et acomptes sur des objets de première nécessité. L'aide ainsi octroyée correspond généralement au barème régional des allocations du bien-être social.

LES PRÊTS POUR FRAIS DE VOYAGE

À certaines conditions, les immigrants indépendants qui exercent un métier très demandé, ainsi que les réfugiés, peuvent obtenir des prêts pour couvrir les frais de leur voyage. Ces prêts couvrent également les frais de voyage des personnes à charge de l'emprunteur.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour plus de renseignements, s'adresser à l'un des Centres d'immigration du Canada, situés dans les villes principales de l'Ontario. Le Centre d'emploi du Canada de votre localité pourra vous indiquer le bureau d'immigration le plus proche. On trouvera l'adresse des bureaux de ces deux organismes dans les pages bleues de l'annuaire téléphonique, à la rubrique "Gouvernement du Canada".



Comment obtenir la citoyenneté canadienne

LES CONDITIONS D'OBTENTION

Personnes âgées de 18 ans et plus:

Les personnes âgées de 18 ans et plus doivent faire la demande personnellement. Pour remplir les conditions d'obtention de la citoyenneté, vous devez:

- Être immigrant reçu et avoir vécu au Canada pendant trois des quatre années qui précèdent immédiatement la date de votre demande
- Ne pas avoir été condamné pour une infraction punissable au cours des trois dernières années précédant la demande
- Ne pas avoir fait l'objet d'une ordonnance d'expulsion émise par le ministre de l'Immigration ni représenter un danger pour la sécurité
- Posséder des connaissances suffisantes en anglais ou en français
- Avoir une connaissance suffisante du Canada, des responsabilités et des privilèges d'un citoyen canadien
- Prêter le serment d'allégeance

Enfants:

Les enfants nés au Canada jouissent d'office de la citoyenneté canadienne. Les enfants nés hors du Canada peuvent obtenir la citoyenneté, à condition qu'un des parents soit citoyen canadien. Ils ne sont pas soumis à une entrevue; on ne demande pas à l'enfant de connaître les réalités canadiennes, ni l'anglais ou le français.

La citoyenneté canadienne n'implique aucunement le rejet de votre culture

d'origine. La loi canadienne autorise la double nationalité.

LA PROCÉDURE D'OBTENTION DE LA CITOYENNETÉ

La demande:

Toute la procédure prend de trois à cinq mois. Commencez par faire une demande auprès de la cour ou du bureau de citoyenneté le plus proche. Si vous habitez à plus de 80 km, écrivez au:

Greffier de l'enregistrement de la citoyenneté
Secrétariat d'État
Ottawa (Ontario) K1A 0M5

Les documents suivants seront nécessaires:

- un certificat de naissance ou toute autre pièce justificative d'identité et date et lieu de naissance;
- tout document prouvant le statut d'immigrant reçu, y compris le passeport, le cas échéant, et la carte d'immigrant reçu. Le secrétariat d'État peut demander de produire d'autres documents dans certains cas;
- deux photos datant de moins d'un an (44 mm x 44 mm avec un espace de 13 mm sous la photo pour la signature);
- 15 \$ de frais de dossier qui normalement ne sont pas remboursés.

Le personnel de la cour ou du bureau de citoyenneté peut vous aider à remplir le formulaire de demande ou vous pouvez également vous adresser à une

Comment obtenir la citoyenneté canadienne

agence d'aide aux immigrants. Il est important de remplir les formulaires en bonne et due forme.

L'entrevue:

La deuxième étape comprend une entrevue avec un juge de la citoyenneté. Les requérants sont avisés par écrit de la date et du lieu de l'entrevue. Cette entrevue n'a rien à voir avec un examen; chaque entrevue est individuelle et prend en considération des éléments tels que l'âge, l'éducation et la profession.

Si le juge considère qu'il n'est pas possible d'accorder la citoyenneté au requérant, il le lui fait savoir au moment de l'entrevue et le requérant reçoit une lettre explicative quant aux raisons du rejet de sa demande. Cette lettre fournit tous les renseignements nécessaires sur la procédure d'appel. Si le requérant n'a pas obtenu satisfaction et qu'il ne souhaite pas faire appel, il peut renouveler sa demande dès qu'il pense pouvoir remplir les conditions imposées par la loi. Il doit verser une nouvelle somme de 15 \$.

La cérémonie de remise de la citoyenneté:

Si la demande est acceptée, l'étape suivante est la remise de la citoyenneté, cérémonie publique au cours de laquelle le requérant prête le serment d'allégeance.

Les cours de citoyenneté en Ontario se situent à Ottawa, Toronto, Barrie,

Brampton, Oshawa, Peterborough, Hamilton, St. Catharines, Waterloo, Sudbury, Thunder Bay, London et Windsor. Chercher dans l'annuaire téléphonique à la rubrique "Gouvernement du Canada" ou s'adresser au:

Greffier de l'enregistrement de la citoyenneté
Secrétariat d'État
Ottawa (Ontario) K1A 0M5

LES ÉLECTIONS ET LE DROIT DE VOTE

Les élections fédérales:

Il faut être âgé d'au moins 18 ans et être citoyen canadien pour avoir le droit de vote aux élections fédérales. Les citoyens peuvent également voter lors de toutes les autres élections.

Les élections provinciales:

Lors des élections en Ontario, les sujets britanniques qui ne sont pas citoyens canadiens, ont également le droit de vote. Les immigrants de plusieurs pays peuvent être considérés comme "sujets britanniques". Pour plus de renseignements, s'adresser au bureau de vote local.

Les élections municipales:

La plupart des municipalités imposent des conditions de durée de résidence pouvant varier d'une région à une autre. L'âge minimum requis pour voter varie également. Pour obtenir des ren-

seignements sur votre région, adressez-vous au bureau de vote local.

Le principe de base est le même pour toutes les élections. Votre nom doit figurer sur la liste électorale et le scrutin est secret.

BROCHURES DISPONIBLES

Pour obtenir gratuitement des brochures contenant des renseignements supplémentaires sur la citoyenneté, prière de s'adresser au:

Service des publications
Direction générale des communications
Secrétariat d'État
Ottawa (Ontario) K1A 0M5



Photo Toronto Star

Sources d'information et d'aide

MANUELS ET BROCHURES D'INFORMATION

On peut se procurer des manuels et des brochures d'information dans les centres communautaires et dans les agences d'aide aux immigrants. Plusieurs de ces brochures sont disponibles en français. (Publications du gouvernement du Canada.) La plupart de ces brochures sont gratuites.

Le gouvernement de l'Ontario publie également un grand nombre de brochures en français. Ces brochures sont disponibles dans les bureaux régionaux reliés aux différents ministères du gouvernement. On peut également les obtenir à l'adresse suivante:

Centre des publications
880, rue Bay, 5^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1N8

On peut emprunter de la documentation auprès du:

Ministère des Affaires civiques et culturelles
Centre des ressources
77, rue Bloor ouest, 9^e étage
Toronto (Ontario) M7A 2R9
Téléphone: (416) 965-6763
(Réceptionniste unilingue anglaise)

Il est possible d'obtenir des renseignements sur le matériel d'enseignement de l'anglais langue seconde et les services connexes en s'adressant à la:

Direction des services aux nouveaux Ontariens
Ministère des Affaires civiques et culturelles
77, rue Bloor ouest, 5^e étage
Toronto (Ontario) M7A 2R9
Téléphone: (416) 965-2285

Autre publication

L'annuaire franco-ontarien. Publié par le Conseil des affaires franco-ontariennes, il vous renseigne sur la présence d'organismes franco-ontariens dans leurs régions respectives.

Il contient une liste alphabétique des organismes franco-ontariens dans chaque localité et indique pour chaque organisme un numéro de téléphone et le nom d'une personne apte à donner de plus amples renseignements.

Le Conseil des affaires franco-ontariennes est situé au:

1200, rue Bay, 10^e étage
Bureau 1020
Toronto (Ontario) M7A 2R9
Téléphone: (416) 965-0598

Vous pouvez consulter l'annuaire franco-ontarien dans les bibliothèques publiques de l'Ontario, ainsi que dans les centres francophones de l'Ontario.

Pour obtenir un exemplaire de cette publication, il faut vous adresser au:

Sources d'information et d'aide

Ministère des Services gouvernementaux
Service des publications
880, rue Bay, 5^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1N8
(2,50\$ l'exemplaire)

SERVICES OFFERTS EN FRANÇAIS POUR L'AGGLOMÉRATION DE TORONTO

L'accueil francophone médical
33, Place Halin, Bureau 103
Toronto (Ontario) M5A 4S2
Téléphone: (416) 363-3024

Association canadienne française de
l'Ontario (ACFO)
435, Queen's Quay ouest
Toronto (Ontario) M5V 1A2
Téléphone: 367-1950

Association médicale de l'Ontario
(Section française)
240, rue St. Georges
Toronto (Ontario) M5R 2P4
Téléphone: (416) 925-3264

Centre communautaire francophone de
Toronto
Harbourfront
435, Queen's Quay ouest
Toronto (Ontario) M5V 1A2
Téléphone: (416) 367-1950

Conseil de l'éducation de la ville de
Toronto
155, rue College
Toronto (Ontario) M5T 1P6
Animateur scolaire francophone
Téléphone: (416) 598-4931 — Poste 326

Conseil des écoles catholiques du
Grand Toronto
146-150, promenade Laird
Toronto (Ontario) M4G 3V8
Animateur scolaire francophone
Téléphone: (416) 222-8282

Service d'emploi et renseignements sur l'assurance

Emploi et immigration Canada
20, avenue Eglinton ouest
Toronto (Ontario)
Téléphone: 487-2427

Offre d'emploi de l'employeur
220, avenue Eglinton ouest
Toronto (Ontario)
Téléphone: 484-5759

Centre d'immigration
480, avenue University
Toronto (Ontario)
Téléphone: 598-4444

Direction du développement de
l'emploi
55, avenue St. Clair est
Bureau 812
Toronto (Ontario)
Téléphone: 966-6142

Service du centre d'emploi pour
étudiants
1, rue Front est
Toronto (Ontario)
Téléphone: 363-9268

Maison d'accueil de l'Ontario
454, avenue University
Toronto (Ontario) M5G 1R6
Téléphone: (416) 965-3021

Services français de l'Hôtel de Ville de
Toronto
100, rue Queen ouest
Toronto (Ontario) M5H 2N2
Téléphone: 367-7347

**SERVICES EN FRANÇAIS
DISPONIBLES À L'EXTÉRIEUR DE
L'AGGLOMÉRATION DE TORONTO**

Mississauga

Maison de refuge Interim
Case postale 245
Port-Credit Post Office
Mississauga (Ontario) L5G 4L8
Téléphone: 271-1861
271-1860 (Urgence)

Ottawa

Association des juristes d'expression
française de l'Ontario
598, avenue King Edward
Ottawa (Ontario) K1N 7N6
Téléphone: (613) 231-6511

Association française des Conseils sco-
laires de l'Ontario
339, rue Wilbrod
Ottawa (Ontario) K1N 6M4
Téléphone: (613) 235-4363

Bureau de la main-d'oeuvre féminine
Direction générale des droits dans l'em-
ploi
Travail Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0J2
Téléphone: (613) 235-1851

Le Centre d'Auto-Santé des femmes
francophones d'Ottawa-Vanier
316, rue Lajoie
Local 15
Vanier (Ontario) K1L 5H4
Téléphone: (613) 744-1046

Centre de détresse d'Ottawa
Case postale 739, Succursale "B"
Ottawa (Ontario) K1P 5P8
Téléphone: (613) 238-3111 (Détresse)
(613) 238-1711
(Renseignements)
(Service téléphonique de 24 heures)

Centre d'information communautaire
(Ottawa-Carleton)
190, avenue Laurier est
Ottawa (Ontario) K1N 6P3
Téléphone: (613) 238-2101

Organisme de service aux immigrants
d'Ottawa-Carleton (OSI0C)
425, rue Gloucester
Ottawa (Ontario) K1R 5E9
Téléphone: (613) 238-4256

Sudbury

Centre multiculturel de la région de
Sudbury
150, rue Durham sud
Sudbury (Ontario) P3E 3M7
Téléphone: 674-0795

Emploi et Immigration Canada

(Principaux bureaux des régions dési-
gnées bilingues)

Sources d'information et d'aide

Ottawa

Centre d'emploi du Canada
300, rue Laurier, 4^e étage
Ottawa (Ontario) K1P 6E3
Téléphone: (613) 235-1851

Immigration Canada
150, rue Kent, 9^e étage
Ottawa (Ontario) K1P 5P4
Téléphone: (613) 995-8644

Sudbury

Emploi et Immigration
144, rue Pine
Sudbury (Ontario)
Téléphone: 675-2211

Immigration
19, rue Lisgar
Sudbury (Ontario)
Téléphone: 675-0725

Main-d'oeuvre et immigration de
Chelmsford, Rayside, Balfour Mall
Téléphone: 855-9037

Service d'emploi
880, boulevard Lasalle
Sudbury (Ontario)
Téléphone: 566-4521

Windsor

Centre d'emploi du Canada
467, avenue University ouest
Windsor (Ontario) N9A 5R2
Téléphone: (519) 254-1611

Immigration Canada
Westcourt Place, 3^e étage
351, rue Goyeau
Case postale 219
Windsor (Ontario) N9A 6V2
Téléphone: (519) 254-1101

Bureaux régionaux de l'Association canadienne française de l'Ontario

Association canadienne française de
l'Ontario
(Siège social)
500-325, rue Dalhousie
Ottawa (Ontario) K1N 7G2
Téléphone: (613) 237-6050

Pour toute information concernant les
différents organismes de langue fran-
çaise de votre localité ou services pu-
blics disponibles en français, contactez
le bureau le plus près de chez vous.
Règle générale, l'agent de développe-
ment de ce bureau a en main une liste
de tous les services disponibles en fran-
çais. (Ci-joint la liste des bureaux régio-
naux.)

AGENTS DE DÉVELOPPEMENTS

ACFO/Cochrane-Iroquois Falls

665, rue Synagogue
Case postale 607
Iroquois Falls "A" (Ontario)
P0K 1G0
(705) 232-6405 (au bureau)
(705) 232-5760 (à la maison)

ACFO/Hamilton

20, Tisdale Sud
Hamilton (Ontario)
L8N 2V9
(416) 523-7751 (au bureau)
(416) 827-9023 (à la maison)

ACFO/Kapuskasing-Hearst

Centre régional des Loisirs
7, avenue Aurora
Kapuskasing (Ontario)
P5N 1G6
(705) 335-8380 (au bureau)

ACFO/Kirkland Lake

22, avenue Duncan
Case postale 36
Kirkland Lake (Ontario)
P2N 1X4
(705) 567-5650 (au bureau)

ACFO/Mille-Iles

175, rue Bloor ouest, app. 604
Oshawa (Ontario)
L1J 6X5
(416) 571-0826 (à la maison)

52, rue York, app. 3
1^{er} étage
Kingston (Ontario)
K7K 1P6
(613) 546-2056
(à la maison et au bureau)

ACFO/Mississauga-Nottawasaga

1515, boulevard Matheson
Bureau 209
Mississauga (Ontario)
L4W 2P5
(416) 624-8921 (au bureau)
(416) 828-6303 (à la maison)

ACFO/Niagara

59, rue Empire
Welland (Ontario)
L3B 2L3
(416) 735-3031 (au bureau)
(416) 735-1497 (à la maison)

ACFO/Nipissing

Case postale 1033
North Bay (Ontario)
P1B 8K3
(705) 474-2514 (au bureau)

ACFO/Nord-Ouest — AFNOO

14, rue Saint-Paul
Bureau 200
Thunder Bay (Ontario)
P7A 4S5
(807) 345-3101 (au bureau)

ACFO/Ottawa-Carleton

68, avenue Laurier est
Bureau 200
Ottawa (Ontario)
K1N 6N6
(613) 232-5978 (au bureau)

ACFO/Prescott-Russell

R.R. 1, Cinquième Concession
Alfred (Ontario)
K0B 1A0
(613) 679-2337 (à la maison et au bureau)

ACFO/Rive-Nord

Case postale 519
Elliot Lake (Ontario)
P5A 2J9
(705) 461-9737 (au bureau)
(705) 848-2609 (à la maison)

ACFO/Simcoe

SS3, Site 4, Comp. 2
Penetanguishene (Ontario)
L0K 1P0
(705) 533-2711 (au bureau)

ACFO/Stormont-Glengarry

801 est, 4^e rue
Bureau 211
Cornwall (Ontario)
K6H 2K2
(613) 932-0136 (au bureau)
(613) 932-0357 (à la maison)

ACFO/Sudbury

Place Saint-Joseph
20, chemin Ste-Anne
Salle 209
Sudbury (Ontario)
P3E 5E1
(705) 673-8335 (au bureau)

ACFO/Temiskaming

Case postale 1644
18, rue Paget, app. 2
New Liskeard (Ontario)
P0J 1P0
(705) 647-6105 (au bureau)
(705) 647-4443 (à la maison)

ACFO/Timmins

70, 6^e avenue
Case postale 2160
Timmins (Ontario)
P4N 5L9
(705) 264-0718 (au bureau)
(705) 267-3551 (à la maison)

ACFO/Toronto

Centre communautaire francophone
435, Queen's Quay ouest
Toronto (Ontario)
M5V 1A2
(416) 367-1950 (au bureau)
(416) 537-3860 (à la maison)

ACFO/Windsor-Essex

2418, avenue Central
Windsor (Ontario)
N9W 4J3
(519) 948-9322 (au bureau)
(519) 254-3063 (à la maison)

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

Ottawa — CBOF/CBOFT
1550, avenue Bonson
Case postale 8478
Ottawa (Ontario) K1G 3J5
Téléphone: (613) 725-3511, Poste 558

Sudbury — CBON
15 Firlane
Sudbury (Ontario) P3C 2A9
Téléphone: (705) 675-2451

Toronto — CJBC/CBLFT
Case postale 500, Succursale "A"
Toronto (Ontario) M5W 1E6
Téléphone: (416) 925-3311, Poste 4837

Windsor — CBEF
267, rue Pelessier, 9^e étage
Windsor (Ontario) N9A 4K5
Téléphone: (519) 254-3411
254-5116

SERVICES EN FRANÇAIS DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO

Bureau du coordonnateur des services
en langue française du gouvernement
de l'Ontario
Edifice Mowat, 6^e étage
Queen's Park
Toronto (Ontario) M7A 1B8
Téléphone: (416) 965-3865

Ministère des Affaires civiques et
culturelles
Coordonnateur des services en français
77, rue Bloor ouest, 6^e étage
Toronto (Ontario) M7A 2R9
Téléphone: (416) 965-2506

Ministère des Affaires municipales et
du Logement
Coordonnateur des services en français
56, rue Wellesley ouest, 2^e étage
Toronto (Ontario) M7A 2K4
Téléphone: (416) 965-9784

Ministère de la Consommation et du
Commerce
Coordonnateur des services en français
555, rue Yonge, 9^e étage
Toronto (Ontario) M7A 2H6
Téléphone: (416) 963-0346

Centre d'information au consom-
mateur Toronto (Ontario)
Téléphone: (416) 963-1111 (appels à
frais virés)
Autres secteurs de la province:
1-800-268-1142 (sans frais d'appel)

Ministère de l'Éducation/Collèges et
Universités
Direction des communications
Edifice Mowat, 14^e étage
Queen's Park
Toronto (Ontario) M7A 1L2
Téléphone: (416) 965-1262

Ministère du Procureur général
Coordonnateur des services en français
18, rue King est, 3^e étage
Toronto (Ontario) M5C 1C5
Téléphone: (416) 965-3870

Du personnel bilingue est à la dis-
position de la population dans les
bureaux de Toronto suivants:

Sources d'information et d'aide

Cour provinciale (Division
criminelle)

60, rue Queen ouest

Toronto (Ontario) M5H 2M3

Téléphone (416) 965-7523

(Administration)

(416) 965-7537 (Amen-

des et suspensions)

(416) 965-7346 (Procu-
reur de la couronne)

(416) 965-7963

(Sténographes judiciai-
res)

Cour provinciale (Division de la fa-
mille)

311, rue Jarvis

Toronto (Ontario) M5B 2C4

Téléphone: (416) 963-0660

Cour de Comté

Palais de Justice

361, avenue University

Toronto (Ontario) M5G 1T3

Téléphone: (416) 965-7277

Greffier de la paix

(416) 965-7331

Procureur de la couronne

(416) 965-7217

Bureau du Shérif

Palais de Justice

361, avenue University

Toronto (Ontario) M5G 1T3

Téléphone: (416) 965-7491

(Renseignements généraux)

On trouvera aussi du personnel bilingue
dans un grand nombre de municipalités
de la province. Pour obtenir la liste

complète de ces bureaux, écrivez au bu-
reau du coordonnateur des services en
français à l'adresse indiquée plus haut
ou consultez les pages bleues de l'an-
nuaire téléphonique.

Ministère du Revenu

Coordonnateur des services en français

Agent principal d'information

77, rue Bloor ouest, 9^e étage

Toronto (Ontario) M7A 1X8

Téléphone: (416) 965-2099

Bureau du revenu annuel garanti et
des crédits d'impôt

On peut communiquer avec ce
bureau, sans frais d'appel:

Communauté urbaine de Toronto:

965-8470

Secteur du code régional 807, deman-

der à la téléphoniste de composer

Zénith 8-2000

Autres secteurs de la province, com-
poser le: 1-800-268-7121

Ministère de la Santé

Coordonnateur des services en français

Edifice Hepburn, 10^e étage

Queen's Park

Toronto (Ontario) M7A 1R3

Téléphone: (416) 965-5519

Ministère des Services sociaux et
communautaires

Coordonnateur des services en français

Edifice Macdonald, Bureau M1-50

Queen's Park

Toronto (Ontario) M7A 1E9

Téléphone: (416) 965-9794

Ministère du Tourisme et des Loisirs
Coordonnateur des services en français
Edifice Hearst, 9^e étage
Queen's Park
Toronto (Ontario) M7A 2E1
Téléphone: (416) 965-5412

Pour tout renseignement en français
une ligne téléphonique, sans frais
d'appel, peut être utilisée partout
dans la province.
Composez le: 1-800-268-3736

Pour les résidents de Toronto, si-
gnez directement le 965-3448

Ministère du Travail
Coordonnateur des services en français
400, avenue University
Toronto (Ontario) M7A 1V2
Téléphone: (416) 965-7795

Commission des accidents du travail
(Voir ministère du Travail)

Ministère des Transports et des
Communications
Coordonnateur des services en français
1201, avenue Wilson, Edifice Est
Downsview (Ontario) M3M 1J8
Téléphone: (416) 248-7100

Toute documentation sur la sécurité des
automobilistes, des piétons et des véhi-
cules s'obtient en version française ou
bilingue.

N.B.: Pour obtenir l'adresse des bu-
reaux où l'on trouve du personnel
bilingue, consultez les pages
bleues de l'annuaire téléphoni-
que.

CENTRE D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE, AGENCES D'AIDE AUX IMMIGRANTS ET CENTRES DE SERVICE JURIDIQUE

Il existe des centres communautaires et
des agences d'aide aux immigrants dans
les villes et les districts de la province.
Ci-dessous figure une courte liste de
certaines de ces agences.

N.B. Les services offerts à ces agences
sont unilingues anglais ou occa-
sionnellement bilingues.

Agglomération de Toronto Centres d'information

Centre d'information communautaire
de Parkdale
Bibliothèque de Parkdale
1303, rue Queen ouest
Toronto (Ontario) M6K 1L6
Téléphone: (416) 532-7939

Centre d'information communautaire
de Rexdale
1530, chemin Albion
Rexdale (Ontario) M9V 1B4
Téléphone: (416) 741-1553

Services juridiques communautaires

Agence conseils aux locataires
1215, avenue St. Clair ouest
Toronto (Ontario) M6E 1B5
Téléphone: (416) 656-5500

Bureau consultatif du propriétaire-locataire
67, rue Adelaide est
Toronto (Ontario) M5C 1K6
Téléphone: (416) 367-8572

Sources d'information et d'aide

Centre féminin de développement et de ressource

15, avenue Birch
Toronto (Ontario) M4V 1E1
Téléphone: (416) 925-1154

Community Legal Aid Services Program (CLASP)

Salle 125, Osgoode Hall
4700 Keele Street
Downsview (Ontario) M3J 2R5
Téléphone: (416) 667-3143

Services communautaires d'aide juridique de Toronto

44, rue St. George
Toronto (Ontario) M5S 2E4
Téléphone: (416) 978-6447

Services communautaires d'aide juridique de Toronto

Université de l'école de droit de Toronto
84 Queen's Park Crescent
Toronto (Ontario) M5S 1A1
Téléphone: (416) 978-6497
(Conseils par téléphone seulement)

Syndicat des accidentés du travail

765, avenue St. Clair ouest
Toronto (Ontario) M6C 1B4
Téléphone: (416) 657-1215

Hors de l'agglomération de Toronto

Alliston

Contact Alliston
66 Victoria Street West
Alliston, Ontario L0M 1A0
Téléphone: (705) 435-4900

Amherstburg

Amherstburg, Anderdon and Malden
Community Service Centre
272 Sandwich Street South
Amherstburg, Ontario N9V 2A6
Téléphone: (519) 736-5471

Ancaster

Ancaster Information Centre
314 Wilson Street West
Ancaster, Ontario L9G 2B9
Téléphone: (416) 648-6675

Aylmer Community and Help Centre

49 Talbot Street East
Aylmer, Ontario N5H 1H3
Téléphone: (519) 773-5301

Barrie

Information Barrie
37 Mulcaster Street
Barrie, Ontario L4M 5M3
Téléphone: (705) 728-2662

Bramalea

Community Information Centre
Brampton Public Library
150 Central Park Drive
Bramalea, Ontario L6T 1B4
Téléphone: (416) 793-4636

Brampton

St. Mary's Centre
66 Main Street South
Brampton, Ontario L6W 2C6
Téléphone: (416) 457-7740

Brantford

Brant Regional Multicultural Centre
and Citizenship Council
48 Queen Street
P.O. Box 604
Brantford, Ontario N3T 3B4
Téléphone: (519) 756-8888

Burlington

Burlington Social Planning Council
760 Brant Street, Suite 406A
Burlington, Ontario L7R 4B7
Téléphone: (416) 639-4804

Information Burlington
2331 New Street
Burlington, Ontario L7R 1J4
Téléphone: (416) 639-4212

Cannington

Brock Information Centre
30 Allan Street
P.O. Box 131
Cannington, Ontario L0E 1E0
Téléphone: (705) 432-2636

Cobourg

SHARE Information Centre
P.O. Box 632
Cobourg, Ontario K9A 4L3
Téléphone: (416) 372-8913

Collingwood

Collingwood and District Information
Centre
125 Napier Street
Collingwood, Ontario L9Y 3T1
Téléphone: (705) 445-0641

Dundas

Information Dundas
10 Market Street South
Dundas, Ontario L9H 5G4
Téléphone: (416) 627-5461

Elmira

Woolwich Community Information
Centre
69 Arthur Street South
Elmira, Ontario N3B 2M8
Téléphone: (519) 669-5139

Essex

Community Information Essex
115 Talbot Street North
Essex, Ontario N8M 2C5
Téléphone: (519) 776-6262

Fort Erie

Community Information Centre
Fort Erie Public Library
136 Gilmore Road
P.O. Box 145
Fort Erie, Ontario L2A 2M1
Téléphone: (416) 871-1777

Georgetown

Halton Hills Community Legal Clinic
5 Wesleyan Street
Georgetown, Ontario L7G 2E2
Téléphone: (416) 877-5256
(519) 853-2400 (Acton)

Guelph

Guelph Information
161 Waterloo Avenue
Guelph, Ontario N1H 3H9
Téléphone: (519) 821-0632

Hamilton

Community Information Service,
Hamilton-Wentworth
42 James Street North, Suite 609
Hamilton, Ontario L8R 2K2
Téléphone: (416) 528-0104

Hamilton Multicultural Centre
500 James Street North
Hamilton, Ontario L8L 1J4
Téléphone: (416) 528-0258

McQuesten Legal and Community Services
360 Queenston Road
Hamilton, Ontario L8K 1H9
Téléphone: (416) 545-0442

Iroquois Falls

Town of Iroquois Falls, Recreation Department
P.O. Box 460, Synagogue Street
Iroquois Falls, Ontario P0K 1E0
Téléphone: (705) 258-3423

Iroquois Falls Community Directory

Kenora

Kenora Community Legal Clinic
8 Main Street South
Kenora, Ontario P9N 1S7
Téléphone: (807) 468-8888

Kingston

Community Volunteer Bureau
310 Bagot Street, Suite 109
Kingston, Ontario K7K 3B6
Téléphone: (613) 542-8512

Kingston Social Planning Council
310 Bagot Street, Suite 109
Kingston, Ontario K7L 3B6
Téléphone: (613) 542-7316
ou 542-6522

Kitchener

Community Information Centre
18 Queen Street North
Kitchener, Ontario N2H 2G8
Téléphone: (519) 579-3800

Kitchener-Waterloo Regional Folk Arts
Multicultural Centre
22 Charles Street West
Kitchener, Ontario N2H 1H2
Téléphone: (519) 745-2531

Leamington

South Essex Community Council
The Selkirk Community Centre
18 Selkirk Avenue
Leamington, Ontario N8H 1G3
Téléphone: (519) 326-8629

London

Cross Cultural Learner Centre
533 Clarence Street
London, Ontario N6A 3N1
Téléphone: (519) 679-6281

London Folk Arts Council
1 Christie Street
London, Ontario N6A 3Y7
Téléphone: (519) 432-5666

Information London
294 Dundas Street, Suite 109
London, Ontario N6B 1T6
Téléphone: (519) 432-2221

Malton

Malton Community Council
Westwood Mall
7205 Goreway Drive
Malton, Ontario L4T 2T9
Téléphone: (416) 677-6270

Malton Community Information Service
Westwood Mall
7205 Goreway Drive
Malton, Ontario L4T 2T9
Téléphone: (416) 677-6585

Markham

Information Markham
199 Main Street North
Markham, Ontario L3P 1Y4
Téléphone: (416) 294-4300

Midland

Midland Contact Centre
Box 423
Midland, Ontario L4R 4L1
Téléphone: (705) 526-9333

Mississauga

Mississauga Community Legal Services
30 Stavebank Road North
Mississauga, Ontario L5G 2T5
Téléphone: (416) 274-8531

Peel Multicultural Council
Sao Salvador Centre
1212 Melton Drive
Mississauga, Ontario L4Y 4B1
Téléphone: (416) 273-4140

Niagara Falls

Information Niagara
5017 Victoria Avenue
Niagara Falls, Ontario L2E 4C9
Téléphone: (416) 356-4636

Volunteer Bureau (Niagara)
Community Resources Centre
5017 Victoria Avenue
Niagara Falls, Ontario L2E 4C9
Téléphone: (416) 357-0300

Oakville

Information Central
Oakville Public Library
120 Navy Street
Oakville, Ontario L6J 2Z4
Téléphone: (416) 845-3255

Oakville Multicultural Council
110 Chisholm Street
Oakville, Ontario L6K 3H9
Téléphone: (416) 842-2486

Orangeville

Information Dufferin
70 First Street, Suite 102
Orangeville, Ontario L9W 2E5
Téléphone: (519) 941-6931

Orillia

Information Orillia
18 Peter Street North
Orillia, Ontario L3V 4Y7
Téléphone: (705) 326-7743

Oshawa

Information Oshawa
50 Centre Street South
Arts Resource Centre
Civic Administration Complex
Oshawa, Ontario L1H 3Z7
Téléphone: (416) 728-6233

Ottawa

Centre d'information communautaire
(Ottawa-Carleton)
377, rue Rideau
Ottawa (Ontario) K1N 5Y6
Téléphone: (613) 238-2101

Centre de service communautaire
Dalhousie
43, rue Eccles
Ottawa (Ontario) K1R 6S3
Téléphone: (613) 238-8210

Information Gloucester
2339, chemin Ogilvie, sous-sol
Centre commercial de Beaconsfield
Nord
Ottawa (Ontario) K1J 8M6
Téléphone: (613) 741-0770

Organisme de services aux immigrants
d'Ottawa-Carleton (OSIOC)
425, rue Gloucester
Ottawa (Ontario) K1R 5E9
Téléphone: (613) 238-4256

Owen Sound

Owen Sound Public Library
824 1st Avenue West
Owen Sound, Ontario N4K 4K4
Téléphone: (519) 376-6623

Peel — Voir Brampton, Mississauga

Peterborough

Peterborough Information Centre and
Volunteer Bureau
281 King Street
Peterborough, Ontario K9J 2R8
Téléphone: (705) 743-2523

Richmond Hill

Helpmate Information and Referral
Services
c/o York Central Hospital
10 Trench Street
Richmond Hill, Ontario L4C 4Z3
Téléphone: (416) 883-2234

St. Catharines

Information Niagara
360 St. Paul Street
St. Catharines, Ontario L2R 3N2
Téléphone: (416) 682-6611

Folk Arts Council Multicultural Centre
of St. Catharines
185 Bunting Road
P.O. Box 1223
St. Catharines, Ontario L2M 3Y2
Téléphone: (416) 685-6589

St. Thomas

St. Thomas/Elgin Information Services
538 Talbot Street
St. Thomas, Ontario N5P 1C4
Téléphone: (519) 631-1100

Sarnia

Information Sarnia-Lambton
224 North Vidal Street
Sarnia, Ontario N7T 5Y3
Téléphone: (519) 336-2422

Sault Ste. Marie

Community Council For Social Deve-
lopment
8 Albert Street East
Sault Ste. Marie, Ontario P6A 2H6
Téléphone: (704) 256-7476

Interfaith Immigration Committee
c/o Precious Blood Cathedral
778 Queen Street East
Sault Ste. Marie, Ontario P6I 2B1
Téléphone: (705) 256-8474

Sharbot Lake

North Frontenac Community Services
Corp.
P.O. Box 250
Sharbot Lake, Ontario K0H 2P0
Téléphone: (613) 279-2223
279-2928

Simcoe

Community Information Centre
Haldimand-Norfolk
85 Pond Street
Simcoe, Ontario N3Y 2T5
Téléphone: (519) 426-6655

Stratford

Information Centre — Stratford Public
Library
19 St. Andrew Street
Stratford, Ontario N5A 1A2
Téléphone: (519) 271-7080

Strathroy

Strathroy-Middlesex Multi-Service
Centre
90 Albert Street
Strathroy, Ontario N7G 1V5
Téléphone: (519) 245-4330

Sudbury

Sudbury Regional Multicultural Centre
150 Durham Street South
P.O. Box 1312, Station "B"
Sudbury, Ontario P3E 1B6
Téléphone: (705) 674-0795

Thunder Bay

Civic Information Centre
City Hall
500 East Donald Street
Thunder Bay "F", Ontario P7E 5V3
Téléphone: (807) 623-2711 Ext. 239

Sources d'information et d'aide

Immigrant Information Centre
Thunder Bay Multicultural Association
P.O. Box 2334
210 S. Algoma Street
Thunder Bay "P", Ontario P7B 5E9
Téléphone: (807) 345-0551

Concern International (Canada)
c/o Lloyd Jones
P.O. Box 2086
Lakeshore Drive, R.R. No. 13
Thunder Bay "P", Ontario P7B 5E7
Téléphone: (807) 983-2042

Tillsonburg

Information Tillsonburg
185 Rolph Street
Tillsonburg, Ontario N4G 3Y9
Téléphone: (519) 842-9007

Waterdown

Information Services Flamborough
Box 240, 15 Mill Street South
Waterdown, Ontario L0R 2H0
Téléphone: (416) 689-7880

Welland

Community Legal Services of Niagara
South,
27 Division Street
Welland, Ontario L3B 3Z5
Téléphone: (416) 732-2447

Welland's Heritage Council
23 Division Street
Welland, Ontario L3B 3Z5
Téléphone: (416) 732-5337

Windsor

Multicultural Council of Windsor and
Essex County
1100 University Avenue West
Windsor, Ontario N9A 5S7
Téléphone: (519) 255-1127

Windsor-Essex Community Informa-
tion Service
65 Wyandotte Street West
Windsor, Ontario N9A 5W6
Téléphone: (519) 253-6351

Woodbridge

Vaughn Community Information
132 Woodbridge Avenue
Woodbridge, Ontario L4L 2S7
Téléphone: (416) 851-2333

Woodstock

Information Oxford
Box 955
Woodstock, Ontario N4S 8A3
Téléphone: (519) 539-4889

Autres sources

La Direction des services de renseigne-
ments du ministère des Affaires du
Nord possède des bureaux dans plu-
sieurs endroits. Consultez les pages
bleues de l'annuaire téléphonique pour
trouver le bureau de votre région.

**Business
Reply Mail**

No Postage Stamp
Necessary if mailed
in Canada

Postage will be paid by



Newcomer Guide
Newcomer Services Branch
Ministry of Citizenship and Culture
77 Bloor Street West
5th Floor
TORONTO, Ontario
M7A 9Z9

Aidez-nous à améliorer notre prochaine édition en répondant aux questions ci-dessous.

Le guide pratique des nouveaux Ontariens a été conçu par la Direction des services aux nouveaux Ontariens. Pour nous aider à améliorer cette version, nous vous invitons à apporter vos commentaires et suggestions.

1. Pour qui utilisez-vous les renseignements du guide?

☐ pour vous-même

☐ pour des nouveaux arrivants qui cherchent de l'aide

☐ pour des personnes de votre famille ou des amis.

2. Quel genre de renseignements les nouveaux arrivants de votre connaissance demandent-ils le plus souvent?

3. D'après vous, quelles sont les sections les plus utiles du guide?

4. Aimeriez-vous que le guide soit amélioré?

5. Êtes-vous

☐ nouvel Ontarien

☐ enseignant

☐ conseiller

☐ autre (veuillez préciser) _____

6. Avez-vous déjà utilisé le guide pratique des nouveaux Ontariens?

oui ☐

non ☐



Ontario

Ministère des
Affaires civiques
et culturelles

Division des
relations
civiques et
multiculturelles

L'hon. Bruce McCaffrey
Ministre
James W. Ramsay
Sous-ministre

ISBN-0-7743-7020-3
D1102 12/82 4M

Direction des services aux nouveaux Ontariens
5^e étage, 77-ouest, rue Bloor
Toronto (Ontario) M7A 2R9
Téléphone (416) 965-2285